



moov promo conso

**60 jours pour gagner 6 voitures !**

Tape \*500# pour connaître ton objectif de consommation.



## POLITIQUE

P.5

**HERZLICH  
WILLKOMMEN  
IN TOGO**

**JOURNEES DE COOPERATION:**

**«L'ALLEMAGNE A CHOISI LE TOGO  
COMME PARTENAIRE PRIVILEGIE DANS  
SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT  
AVEC L'AFRIQUE»**

## Politique

P.P.2,5

**OPPOSITION TOGOLAISE :  
QUAND LES PRÉSIDENTS-  
FONDATEURS JOUENT  
LES PROLONGATIONS**

## Invité Spécial

P.7

**COLONEL GUY KOSSI AKPOVY,  
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION  
TOGOLAISE DE FOOTBALL (FTF)**



## Société

P.11

**DESTRUCTION DE LA STATION  
D'ESSENCE SUR LE GRAND  
CONTOURNEMENT DE LOME :**

**LE DOSSIER DESORMAIS  
ENTRE LES MAINS DU  
DOYEN DES JUGES  
D'INSTRUCTION**

**3 500 MILLIARDS DE  
FCFA DEPENSES PAR  
LES AFRICAINES DANS  
LES FAUX CHEVEUX**

P.12

## Culture

P.15

**DEVELOPPONS-NOUS  
... ENFIN !, LE PREMIER  
ESSAI DE JONAS AKLESSO  
DAOU EN LIBRAIRIE**

# Editorial

Infos N°154 | du 06 au 20 Avril 2016

✎ Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

## RESERVATION AU CHU DE LOME

C'est une lapalissade que dire que les centres de santé au Togo souffrent de plusieurs maux : manque de moyens, insalubrité, absence de conscience professionnelle, sens d'accueil et d'écoute inexistant, trafics en tous genres organisés par certains praticiens peu scrupuleux.

Malheureusement, plus qu'ici qu'ailleurs, les conséquences de cette situation sont dramatiques parce que justement touchant à la santé des citoyens. De fait, être admis sur des sites comme le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Sylvanus OLYMPIO de Lomé lorsqu'on souffre de pathologies ou de maux graves, est souvent synonyme d'un billet aller-simple pour l'éternité.

Il y a quelques semaines, la dégradation de l'état de santé d'une patiente admise en médecine générale, a décidé le personnel soignant à demander son transfèrement en réanimation. Située par un morbide et douteux hasard à quelques encablures de la morgue, ce service n'admettrait des malades que... sur rendez-vous. En effet, aussi extraordinaire et scandaleux que cela puisse paraître, les parents de la malade se sont vus refoulés aux portes de la réanimation parce que leur avait-on expliqué, les deux lits encore libres avaient été réservés. Comme à l'hôtel. De négociations en interventions extérieures, la jeune dame finira tout de même à y trouver un lit, sous les récriminations et des murmures désapprobateurs du personnel des agents. Malheureusement, elle y décèdera quelques jours plus tard, après une curieuse injection de valium alors qu'elle était dans le coma, il est vrai, sans qu'un lien de causalité ait été établi entre ladite injection et le décès.

Des histoires comme celle-là, il suffit de passer quelques heures dans cet hôpital et de discuter avec les accompagnateurs des malades, pour s'en faire compter à la pelle, avec beaucoup d'émotion et de tristesse. Il est temps pour qu'une prise de conscience réelle et définitive soit effectuée sur les drames qui se jouent quotidiennement dans ces centres. Tout le monde est coupable de la situation actuelle. L'Etat qui a longtemps négligé le secteur de la santé en n'y consacrant pas les moyens adéquats ni les infrastructures indispensables. Nos hôpitaux sont déprimants et manquent souvent de tout. Cela n'est plus acceptable. Le personnel médical y a aussi sa part de responsabilité. Beaucoup d'entre eux donnent le meilleur, avec les moyens du bord, souvent dérisoires lorsqu'ils existent.

C'est un véritable sacerdoce auquel ils s'astreignent tous les jours et on peut y rencontrer de véritables Mère Thérésa, anonymes. Mais certains n'y ont pas leur place. Ils ont transformé les hôpitaux en centres d'affaires, sans éthique et sans conscience professionnelle, méprisant les malades et faisant preuve bien souvent d'un je-m'en-foutisme intolérable. Ils doivent être sanctionnés et remplacés.

Au risque de faire sinon un régulier décompte macabre. Le lancement du recrutement de 800 agents de santé au début de ce deuxième semestre de l'année, tous profils confondus est une bonne nouvelle. Il doit s'accompagner de la fin de l'impunité et de l'irresponsabilité. Les vautours en blouse blanche qui ont transformé nos centres de santé en un lieu d'escale pour la mort, doivent en être expulsés. D'une manière ou d'une autre !

## OPPOSITION TOGOLAISE : QUAND LES PRÉSIDENTS-FONDATEURS JOUENT LES PROLONGATIONS

**P**artir un jour, sans retour... Au Togo, l'échéance d'une passation de pouvoir donne des cauchemars à toute une génération de leaders de l'opposition. Prompts à dégainer les slogans d'alternance et de changement contre le pouvoir qu'ils combattent, ils se comportent en véritables potentats en interne. Au risque, parfois, de provoquer l'implosion de leur formation politique et le désarroi de militants désabusés. Entre Faux départs et come-backs orchestrés, la présidence à vie vire au messianisme...

Au Comité d'action pour le renouveau (CAR), la pilule du renouvellement des instances dirigeantes du parti a du mal à passer. Le décor est celui d'un mauvais vaudeville qui pourrait s'intituler « Papy fait de la résistance. » Dans le rôle de la figure tutélaire, l'avocat Yawovi Agboyibo, le président d'honneur du parti, actuellement engagé dans une véritable opération de reprise en main de « sa chose » ; une formation politique qu'il a créé dans la fièvre de ce qui était alors appelé le boom de la libéralisation politique en Afrique dans les années 90. Figure emblématique de l'opposition locale, son nom a fini par être congénitalement associé à celui d'un parti dont les positions étaient d'abord et avant tout celles du Président. En 2008, le « bélier noir », (son surnom) s'est retiré des instances officielles du CAR et s'est vu attribuer un titre honorifique de président d'honneur, laissant la direction du parti à Dodji Apevon, lieutenant de la première heure et avocat lui aussi. Le temps des formules de politesses et de la courtoisie est désormais révolu entre les deux hommes. Après de vaines tentatives de gestion en interne d'une crise ouverte depuis des mois, l'heure est à la guerre épistolaire et aux déclarations à l'emporte-pièce entre partisans de chacun des protagonistes. En cause, une volonté, de moins en moins dissimulée du président d'honneur, de redevenir président tout-court...

### Président d'honneur ou président dans l'ombre ?

Depuis, la fronde interne s'est intensifiée au sein du CAR, ramenant au premier plan la récurrente question des présidents-fondateurs indéboulonnables. « La mise en scène de leur retrait de la vie politique n'est actée qu'à partir du moment où ils sont assurés de continuer par tirer les ficelles du parti dans l'ombre », analyse Yves Amakoué, politologue et auteur d'un essai à paraître sur la question. Subir en permanence l'envahissante pression d'un « Pater familias », déguisé en président d'honneur, une sensation expérimentée par

de seconds couteaux transformés en marionnettes taillables et corvéables à merci, en attendant le retour de celui qui n'est jamais parti en réalité. Dodji Apevon et ses amis ont tenu quelques années, avalé des couleuvres et joué à perfection leurs rôles de figurants, puis le vernis de la servilité a craqué. Résultat : une guerre de tranchées à l'issue incertaine au sein du parti, des fédérations profondément divisées sur la question et une image de la formation politique durablement écornée.

En ce moment c'est l'épée de Damoclès d'une anathème qui plane au-dessus de ceux qui ont osé défier le chef. « Ce qui se passe actuellement au CAR est symptomatique d'une situation quasiment identique dans les autres partis politiques de l'opposition ; leurs leaders sont viscéralement inaptes à s'appliquer à eux-mêmes les principes d'alternance et de changement qu'ils réclament des régimes qu'ils combattent », diagnostique Yves Amakoué.

### Hérésie et crime de lèse-majesté !

Alternance dans l'organigramme des partis, renouvellement d'une classe politique sclérosée, incantations traditionnelles de leaders jaloux de leurs privilèges féodaux ? Cette controverse autour du leadership n'est pas nouvelle au sein de l'opposition togolaise. Elle prend parfois des allures de guerres fratricides drainant son lot de cadavres et surtout de partis en lambeaux. « Les opposants ont fini par accréditer l'idée que leurs querelles intestines prenaient le pas sur la lutte contre le pouvoir », constate Albert. Installé en Suède depuis une vingtaine d'années, il a assisté en 1999, à la querelle entre Antoine Folly et Cornélius Aidam. Les deux frères d'armes qui dirigeaient l'Union pour la démocratie sociale (UDS), ont préféré l'éclatement du parti à une paix des braves. Source de la tension, la ligne d'orientation politique



de l'UDS. Pour le chef du parti, tout se passe bien aussi longtemps que les mécanismes d'allégeance et de vassalisation des troupes fonctionnent. Partout, le mode de fonctionnement semble marqué du sceau du monolithisme. Désignation des candidats aux diverses élections, finances du parti, ligne politique, déclarations officielles, l'omnipotence du président-fondateur est sans limites au grand dam de sous-fifres, transformés en garçons de courses impuissants. « Ça puait le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique), à plein nez », décrit Komlan, éphémère secrétaire national des jeunes d'un parti de l'opposition avant de passer avec armes et bagages dans le camp de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir). Parce qu'ils tiennent les cordons de la bourse, pour la plupart, leur autorité est sans partage face à des militants pétrifiés dans la soumission. La moindre manifestation de liberté d'esprit est passible du crime de lèse-majesté ou d'hérésie face à la toute-puissance du souverain pontife ou du maréchal. « Maréchal », c'est le surnom de Gilchrist Olympio, l'insubmersible président de l'Union des forces de changement (UFC). « Avec lui, la sanction est sans appel : à la moindre contestation, le couperet tombe et c'est la mise à l'index immédiate », témoigne Kayi, ancienne militante du parti, aujourd'hui revenue de ses illusions. « Evoquer le passage de témoin était déjà un délit en soi et on n'était pas loin du Soviet suprême ou du peloton d'exécution politique », se rappelle-t-elle encore. Le constat est frappant de similitude dans les principales formations de l'opposition togolaise : devenus quasiment octogénaires pour la plupart, les présidents fondateurs s'accrochent

désespérément à un statut que ne justifient ni l'état-civil, ni l'environnement politique. Du coup, démissions de militants historiques et attaques au vitriol contre le président se multiplient. Ce dernier, vautré dans le confort d'un interminable monologue, n'en a cure. Il alterne intrigues, coups bas et manipulations diverses pour garantir sa longévité. « En la matière, nous battons aussi le record de la plus vieille opposition dans la sous-région », ironise Mathurin. D'un optimisme à toute épreuve, il espère encore que, sous la pression d'une génération de moins en moins encline à la genuflection, l'ère des patriarches touche à sa fin.

### « Evoquer le passage de témoin est un délit en soi. »

Une fin qu'ont anticipé avec plus ou moins de réussite, certains leaders de l'opposition comme Edem Kodjo, l'ex-président de la Convergence patriotique panafricaine (CPP) et le professeur Léopold Gnininvi, de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA). Le premier a pris ses distances d'avec le tumulte politique togolo-togolais depuis 2009 au profit de Pax Africana, une fondation dédiée à la gestion des conflits et à l'expertise géopolitique sur le continent. Il en assure, sans coïncidences, ...la présidence. Son successeur Francis Ekon, n'a pas eu besoin de sortir la dague empoisonnée pour prendre le relais. Il faut une boussole d'une rare précision pour retrouver les traces du second. Après avoir transmis le gouvernail de la CDPA à Brigitte Adjamagboh-Johnson en 2010, ses apparitions se sont progressivement espacées et seuls quelques intimes du premier cercle ont des nouvelles du « prof ». Ce dernier, il est vrai, est un chat échaudé.

Quelques années plus tôt, il a eu maille à partir avec son colistier Emmanuel Gu-Konou au sein du parti. Là aussi, l'expérience a été amère : Gnininvi est resté aux commandes de la CDPA, tandis que Gu-Konou a pris les rennes d'une CDPA-Branche togolaise avec ses soutiens. Expériences marginales de transmission de témoin pour les uns, retraite politique en trompe-l'œil pour les autres, la CPP et la CDPA peuvent

(Suite à la page 5)



60 jours pour  
gagner 6 voitures

La superbe voiture Qashqai exposée pour la remise



M. DOSSEH Ayoo, posant devant son gain, la Nissan Qashqai



M. ZADAYI Kodzo recevant son smartphone



M. SANDI Komi Tabaski recevant son cadeau : un smartphone



M. DOSSEH Ayoo, très heureux de son gain



Photo de famille des heureux gagnants du 2<sup>ème</sup> tirage

drive dentsu

Photo non contractuelle.

moov **promo conso**

## Et de 2 !

Depuis le 24 mars dernier, la 2<sup>ème</sup> vague de gagnants est connue.

M. **Dosseh Ayoo** gagnant du gros lot, et les 6 autres abonnés ont en effet reçu de Moov Togo leurs lots respectifs comptant pour le 2<sup>ème</sup> tirage du grand jeu Moov Promo Conso. M. **Dosseh Ayoo** qui repart avec une magnifique Nissan Qashqai n'a pas caché sa joie.

Pour avoir, vous aussi, une chance d'être le prochain gagnant, il vous suffit de consommer (appels, SMS, Internet) et d'atteindre votre objectif de consommation.

Pour le connaître, tapez **\*500#**

Bonne chance !

## DÉCENTRALISER : VERS UN RETOUR DU « POUVOIR À LA MAISON » ?

**L**e Togo vit depuis près de trois décennies dans un système politique fortement centralisé avec un processus vertical descendant de prise de décision. Cette verticalité de l'organisation administrative qui n'a pas donné satisfaction aux populations a été remise en cause par la fièvre décentralisatrice des années 1990. Mais le long « tunnel de contestation » de ces années n'a accouché en 1998 que d'une loi inappliquée. Depuis, de commissions techniques en ateliers, l'Etat peine à trouver la bonne formule.

La décentralisation se trouve être prise en otage par des considérations politiques. Pour le parti au pouvoir, décentraliser revient à fragiliser le pouvoir central. Pour l'opposition incapable de réaliser l'alternance au sommet, la décentralisation devient un enjeu de conquête du pouvoir central par le « bas ». Enfin, la société civile la considère comme un moyen de capter davantage de financements. Et pourtant, décentraliser c'est définir une nouvelle architecture de la République et dynamiser l'action publique territoriale. Cinquante ans de gestion centralisée n'ont pas permis de tenir les promesses de la modernisation de l'Etat, ni d'améliorer les conditions de vie de l'immense majorité des Togolais. « Repenser le développement à l'aune de notre propre capacité à créer » (Edem KODJO, 2010), tel est le défi qui nous attend.

### Quel fil conducteur pour le processus de décentralisation ?

#### Elargir notre vision de la décentralisation

Les manifestations de 1990 et la soif de démocratie ont contribué à donner une coloration essentiellement politique à la notion de décentralisation au Togo. Mais depuis, des enjeux économiques se sont ajoutés aux préoccupations politiques et administratives classiques. La décentralisation est alors perçue par les populations locales comme un facteur de développement de leurs localités. Archimède, disait « Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde ». Nous autres africains « avons des points d'appui! Nos ressources de toutes catégories...énormes...et pourtant nous ne sommes pas capables de soulever l'Afrique » fait remarquer Edem KODJO (2010). Redessiner un nouveau paysage pour rendre plus efficace l'action publique territoriale, mettre en place les moyens pour une mobilisation des ressources en faveur du développement local, voilà autant de défis à relever à travers la décentralisation. Mais comment y parvenir ?

#### Planifier pour apaiser et agir

Au-delà des engagements à aller vers la décentralisation, la politique du gouvernement en la matière reste illisible avec un calendrier électoral tou-

jours inconnu. Pour conduire ce processus en toute sérénité, il convient d'élaborer et de rendre publique un chronogramme. Quelle est la feuille de route ? Quelle déclinaison dans les territoires ? Quels rôles pour quels acteurs ?

La lisibilité des actions gouvernementales est un gage de crédibilité auprès des partenaires au développement qui depuis 2004 et l'atelier national qui a défini le programme national de consolidation de la décentralisation, n'ont cessé de financer des projets qui sont restés inappliqués sur le terrain (stratégie de communication, études sur les finances locales). En outre, c'est aussi une façon de dérouler un programme de sensibilisation auprès des populations sur un processus important qui reste largement méconnu dans les territoires. Mais quels arguments pour quel chronogramme ?

#### Pour des élections locales en 2018 ?

Si l'organisation des élections locales à très court terme ne semble pas tenable, un chronogramme à moyen terme articulé autour d'un certain nombre de tâches techniques sera nécessaire pour garantir la bonne foi d'un gouvernement devenu peu crédible sur ce sujet. Mais renforcé par l'élection présidentielle de 2015, le pouvoir s'est créé les conditions pour être maître de son calendrier électoral. Loin des crises politiques, il peut légitimement confier à l'administration territoriale qui inspire peu confiance, la gestion des tâches techniques nécessaires à l'organisation des élections locales en 2018. Ainsi, l'administration dispose de deux années pour organiser les législatives et les locales. Mais quelles tâches techniques jusqu'à l'échéance de 2018 ?

#### Remplir le chronogramme

##### Informer et sensibiliser

Une investigation menée en 2013 sur le processus de décentralisation au Togo avait permis d'identifier deux problèmes majeurs :

- manque d'information

- non disponibilité des textes de loi.

A l'époque, les acteurs politiques et de la société civile interrogés pointaient du doigt un manque de sensibilisation sur le sujet expliquant implicitement l'impossibilité d'organiser

imposable et comment faire payer les contribuables paysans ?

Au Burkina Faso, les problèmes d'infrastructures, d'organisation et d'insuffisance du personnel sont à la base des faiblesses des budgets des

Enfin, les ressources provenaient seulement de quelques taxes de marchés, des pièces d'Etat civil et de la ristourne de l'Etat sur la taxe civique théorique évaluée à des dizaines de millions de F CFA par an (de 15 pour Tchamba à 50 pour la Kozah).

Plus de 20 ans après, la situation n'a guère changé. Sur les 36 communes urbaines (chef-lieu de préfectures) seules vingt-une (21) sont opérationnelles et inscrites à l'Union des Communes du Togo. Et elles affichent les mêmes maux : budgets très faibles difficilement réalisés et des déficits qui s'enchaînent illustrant la faible capacité dans l'élaboration, la programmation et l'exécution du budget.

Les recettes faiblement mobilisées sont issues des produits de l'exploitation (vente de timbres pour la légalisation, etc.), des produits domaniaux (redevances d'occupation du domaine public), participations de l'Etat, des produits aléatoires (amendes sporadiques de la police et du service national d'hygiène) et des impôts et taxes indirectes recouvrés sur les spectacles.

Lomé n'échappe pas à cette réalité. Elle affiche des exercices budgétaires déséquilibrés entre investissement et fonctionnement (en 2012, 12,8% contre 87,2%). L'absence de maîtrise des charges de fonctionnement est souvent induite par des dysfonctionnements dans l'administration municipale : non-respect des ouvertures de crédits budgétaires avec des engagements intempestifs sans pour autant s'assurer de la disponibilité des crédits, l'absence d'intérêt avérés de certaines des dépenses engagées d'autorité par les collectivités elles-mêmes, etc.

Et comme si cela ne suffisait pas, on note une intrusion quasi-permanente de l'Etat avec des charges hors attributions des communes au profit des services centraux. Il s'agit de certaines dépenses (fêtes nationales par exemple) imposées d'autorité sans tenir compte des disponibilités budgétaires.

A ces difficultés s'ajoutent le principe de l'unicité de caisse qui gouverne les finances publiques au Togo et le paiement des salaires des collectivités par le Ministre de l'Economie et des Finances, ce qui accroît non seulement la tutelle de l'Etat sur la collectivité, mais aussi vide l'autonomie financière conférée par la décentralisation.

La suite dans la prochaine parution.



S.E.M Faure GNASSINGBE

des élections locales à court terme. Or, aucun processus de démocratisation n'est réel sans une appropriation de celui-ci par les populations à la base. Une véritable stratégie de communication autour des enjeux du processus de décentralisation doit être menée pour assurer une meilleure appropriation de la notion. A ce sujet, il convient d'actualiser et de dérouler la stratégie de communication élaborée par le PNUD en 2009. Pour la qualité et l'efficacité de cette opération de terrain, les partenaires au développement et la société civile semblent être des acteurs incontournables.

#### Créer les conditions pour une mobilisation des ressources

Il est unanimement reconnu que les collectivités actuelles ont des capacités opérationnelles très faibles. Si le fil conducteur de la décentralisation est le développement local, il va s'en dire que la mise en place des « territoires projets » avec de réelles capacités de mobilisation de ressources des communes doit être un objectif primordial. Comment alors renforcer les capacités de futures collectivités ?

Dans les pays subsahariens on note généralement une faible capacité de mobilisation des ressources humaines et financières des collectivités urbaines et surtout rurales. Dans ces dernières, la principale ressource repose sur l'impôt foncier face à la faiblesse des activités industrielles et servicielles. Comment alors imposer le monde rural ? Quelle matière

provinces et des communes. Le fossé est souvent grand entre l'administration fiscale et le contribuable. Cette situation ne permet pas de bien cerner les contribuables dont une bonne partie échappe à l'imposition.

Au Togo, le 5 juillet 1987, 321 conseillers municipaux et 387 conseillers de préfecture ont été élus. Selon une enquête du ministère du Plan de l'époque, les préfectures et les communes de l'intérieur n'avaient pratiquement aucun matériel lourd (camions, niveleuses, bulldozers...). Elles dépendaient, pour tous leurs travaux, des subdivisions régionales du pouvoir central en charge des travaux publics. Ces dernières ne sont guère mieux équipées. Alors que la décentralisation participe à l'enjeu fondamental qui consiste à ce que les citoyens redeviennent responsables de leur développement et non les assistés d'un Etat mais bien les partenaires de celui-ci dans une nouvelle conception et répartition de leurs rôles respectifs et dans un environnement favorable à l'initiative et à la valorisation des savoir-faire des cultures locales.

Par ailleurs, les budgets prévisionnels souvent partiellement réalisés étaient dérisoires. Calculés par habitant, on aboutit à des sommes infimes : 75 à 500 F CFA par an pour les préfectures (75 F pour le Tône, 120 pour le Zio, 190 pour Sotouboua, 450 pour la Kozah, 490 pour l'Assoli, 500 pour l'Orti) et 500 à 1000 F pour les vieilles communes urbaines (13 millions à Bassar et de 35 millions à Kpalimé).

## JOURNEES DE COOPERATION: «L'ALLEMAGNE A CHOISI LE TOGO COMME PARTENAIRE PRIVILEGIE DANS SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT AVEC L'AFRIQUE»

La Rédaction

Ces mots sont ceux Johannes SELLE, membre du Bundestag et du Comité de la coopération du Parlement allemand et président du groupe d'amitié parlementaire, prononcés à l'ouverture du 'Printemps de la Coopération', le Forum consacré à la coopération entre le Togo et l'Allemagne organisé par le ministère des Affaires étrangères. Prévu pour durer 3 jours, ce rendez-vous est un formidable cadre d'échanges pour les décideurs politiques et économiques et en même temps, une vitrine pour le secteur privé.

A l'ouverture du Forum, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Robert DUSSEY, à l'origine de la rencontre, s'est félicité de l'engouement suscité par l'évènement, preuve selon lui de la confiance retrouvée entre les deux pays et de leur volonté d'écrire de nouvelles pages. A cette enthousiasme du chef de la diplomatie togolaise, plusieurs membres de la délégation allemande ont répondu en écho, notamment Christophe SANDERS, l'ambassadeur d'Allemagne à Lomé, qui a déclaré qu'« il est temps d'oublier la période de tension des années 90 pour repartir sur de nouvelles bases. C'est ce que fait mon pays »

De fait, si le député SELLE s'est félicité des avancées démocratiques et des réformes socio-politiques réalisées par le Togo, d'autres ont salué l'occasion qu'offre le Forum pour le secteur privé allemand de découvrir les très nombreuses opportunités qui existent sur place. Sont ainsi présentes à cette rencontre, notamment les entreprises ILV-Fernerkundung, Gauß (TP), Andritz-Hydro (barrages), MBE Coals & Minerals, Sunset Energietechnik GmbH, Siemens, Brewtech, Inros Lackner. Outre des rencontres B to B, trois panels ont meublé les travaux de ce forum économique : "Le Togo, un marché fiable et attractif pour le développement" pour débattre de l'entrepreneuriat au Togo, en Allemagne ainsi que les mesures et lois de promotion, facilitation de l'investissement ; "Les grands axes de la coopération allemande" pour livrer une étude sur les secteurs clés du succès du modèle allemand, les mesures de protection, le cadre juridique des investissements, les infrastructures, les moteurs de l'économie allemande, les villes moteurs

du développement en Allemagne et en Afrique ; "l'enseignement technique et professionnel, levier du développement" pour échanger sur le marché togolais des NTIC et de la télécommunication, l'importance de la formation durable pour l'émergence du Togo, la formation des cadres, l'entrepreneuriat social et le leadership féminin....

### RENOUVEAU :

Après plusieurs années de tensions et de brouille diplomatique due à la crise sociopolitique, Berlin et Lomé connaissent depuis 2012 un renouveau dans leurs relations, matérialisé par l'organisation de ce Forum. Aujourd'hui, l'aide publique allemande au Togo s'effectue via la GIZ (Agence de coopération) et la KfW et évaluée à 560 millions d'euros depuis 50 ans. Les efforts allemands en la matière se concentrent dans les secteurs de la formation technique et professionnelle, de l'emploi des jeunes, du développement rural via l'agriculture, de la décentralisation et de la bonne gouvernance.

En 2014, le Togo a reçu une enveloppe globale de 40 millions d'euros auxquels il faut ajouter le financement du petit Contournement de Lomé pour plus de 16 millions, un appui technique d'un million, un autre de 5 millions en faveur du climat.

L'Allemagne finance également des projets régionaux consacrés à l'énergie, à la réhabilitation de barrages hydro-électriques ou encore à l'éducation et au secteur privé.

La part de l'Allemagne dans le Xle FED européen en faveur du Togo (216 millions d'euros) est de 20,6%

Les prochaines négociations intergouvernementales sur la coopération au

développement entre la République fédérale et le Togo auront lieu cette année. Lomé espère convaincre son partenaire d'être encore plus généreux. Les investissements privés allemands demeurent pour leur part encore limités. Le plus emblématique est celui réalisé par HeidelbergCement.

Premier groupe mondial dans le secteur des granulats ou agrégats, deuxième dans celui du ciment et troisième dans le secteur du béton, Heidelberg a investi plus de 300 millions de dollars dans une usine de clinker inaugurée en 2015.

### HAUT NIVEAU :

Selon le ministère des Affaires Etrangères, le Forum a pour objectif de faire rencontrer les décideurs politiques et économiques, présenter les atouts du Togo aux investisseurs allemands et faciliter les démarches pour investir, promouvoir les potentialités du Togo et de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), informer les investisseurs sur le climat des affaires des deux pays, promouvoir le secteur privé togolais et concrétiser des rendez-vous d'affaires ciblés et organisés avec les dirigeants d'entreprises, partager des informations économiques et les innovations dans les secteurs clés de développement et favoriser la création des Partenariats Public-Privés. Il s'agit également d'élargir les alliances commerciales, financières, stratégiques, logistiques ou technologiques au Togo et promouvoir le réseautage d'affaires et le partage d'expériences entre chefs d'entreprises. De résultats ambitieux sont attendus de cette rencontre, dont à court terme la sensibilisation des acteurs économiques togolais sur les opportunités d'affaires avec les acteurs économiques



Ministre Legzim-Balouki 2° de la droite vers la gauche

allemands, les structures gouvernementales et la politique fédérale d'investissement, la création d'un Business Club germano-togolais, cadre d'échanges des opérateurs économiques des deux pays. Et à moyen et long terme, le partage de connaissance et le transfert de technologie, l'élargissement du tissu industriel, l'accroissement des flux financiers ainsi que l'augmentation des volumes d'échanges commerciaux. De fait, ce fut un véritable colloque d'officiels, des institutions, des hommes

d'affaires, des investisseurs, des économistes, des universitaires, la société civile autour de thèmes relatifs à la promotion des investissements. Parmi eux, côté allemand, on peut citer outre Johannes Singhammer, vice-président du Bundestag, Norbert Kloppenburg, vice-président de la KfW (banque publique allemande), Ursula Männle, présidente de la Fondation Hanns Seidel et Margret Kopp, Présidente Aktion PiT - Toghilfe e.V.

## OPPOSITION TOGOLAISE : (Suite de la page 2)

se targuer d'avoir fait l'économie de la violente guerre de succession que se livrent certaines formations politiques aujourd'hui. En dépit de leur rareté, ces exemples prouvent qu'une vie après la présidence d'un parti d'opposition est possible.

### « La pensée unique et les méthodes de la Stasi, c'est terminé ! »

C'est le leitmotiv d'un nouveau bataillon de militants pour lequel, le mythe du président fondateur n'est plus investi de la même sacralité. Finie la hantise des procès pour contestation du père-fondateur, aux oubliettes aussi la peur de l'excommunication. Sale temps pour les mentors. « La pensée unique et les méthodes de la Stasi, c'est terminé », décrète Agossou, une des jeunes pousses qui monte au sein du CAR. Complètement décomplexée vis-à-vis de la statue du commandeur, une génération de militants, rompue aux manœuvres politiques, n'hésite plus à questionner l'âge du capitaine, son état de santé précaire et ses méthodes de management du parti. L'omerta caractéristique de ces dernières années a volé en éclat face au culot pyramidal de jeunes loups à l'ambition féroce. A ses visiteurs du soir, Gilchrist Olympio raconte invariablement, comment, en 2010, Jean-Pierre Fabre, un de ses plus fidèles lieutenants, a atomisé la popularité de l'UFC, mis à nu ce qu'il considérait comme les turpitudes de son patron, avant de claquer la porte pour aller créer

une Alliance nationale pour le changement (ANC). En l'occurrence le fils spirituel n'a pas flanché au moment d'en découdre avec le père-fondateur. Celui que, nombre de ses détracteurs accusent d'avoir des « méthodes d'Ayatollah », a mal digéré l'affront, et ne manque pas une occasion de prédire une lente et douloureuse agonie politique à son ancien bras droit... Inimaginable hier, le scénario suscite des vocations au sein d'une opposition, plus demandeuse d'idées novatrices que d'hommes providentiels. Aller au clash est de plus en plus une perspective alléchante pour des militants qui s'y préparent froidement. Faisant peu de cas d'une discipline de parti qui ne profite qu'à un leader gâteux, ils sont prêts à passer à l'acte. Tuer le père ne pose plus aucun problème à ces Brutus des temps modernes. Au moment où les regards se tournent vers l'échéance d'un congrès de tous les dangers au CAR, les éléments d'un affrontement final se mettent en place. Avec pour enjeu essentiel l'avenir d'une formation politique, qui en sortira, de toutes les manières, avec de profondes stigmates. Pendant ce temps, le désintérêt de l'opinion pour cette foire d'empoigne s'accroît. Cette ambiance de cour de récré n'amuse plus beaucoup de Togolais, qui s'inscrivent de moins en moins sur les listes électorales.

L'overdose de gérontocratie au sommet de certains appareils politiques y est certainement pour quelque chose.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé  
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**  
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• **Rédaction**  
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction  
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique  
Ibrahim SEYDOU

• **Collaboration**  
Kossi THEMANOOU  
Salomon WILSON  
Francis Komi AYIDA  
Franck EKON

Essénam KAGLAN  
Wilfried ADEGNIKA

• **Distribution**  
Bernard ADADE

• **Maison du journalisme**  
Casier N°49

• **Imprimerie**  
Imprimerie 1 Rois 17  
BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237  
99587773

• **Conception**  
Focus Yakou Sarl  
Tél: +228 22 26 01 91  
+228 22 19 78 20  
Lomé Togo

• **Tirage**  
2500 exemplaires

## BÉNIN / PATRICE TALON : APRÈS LE SACRE, LES GRANDS DÉFIS

**C**onsidéré comme le grand favori du second tour de la présidentielle du 20 mars dernier au Bénin pour avoir été soutenu par la plupart des candidats malheureux du premier, Patrice Talon est sorti gagnant de ce scrutin face au Premier ministre Lionel Zinsou. A travers sa brillante victoire, les Béninois ont largement exprimé leur désir de rompre définitivement avec le système en place. Mais la tâche ne sera pas facile pour le nouveau locataire du Palais de la Marina, au regard de l'attente des Béninois et surtout des grands défis.

Le riche homme d'affaires a obtenu 65,37% des voix contre 34,63% pour son adversaire, selon les résultats définitifs publiés par la Cour constitutionnelle.

M.Talon a engrangé 2.030.941 voix contre 1.076.061 pour M.Zinsou sur 3.107.002 suffrages exprimés.

Le Premier ministre avait vite reconnu sa défaite, quelques heures après la fermeture des bureaux de vote. M.Zinsou qui avait la faveur des pronostics la veille du premier tour de ce scrutin présidentiel, car porté par la forte coalition au pouvoir (Forces cauris pour un Bénin émergent/Fcbe) et soutenu par les deux poids lourds de l'opposition (le parti du président Parlement Me Adrien Houngbédji et la Renaissance du Bénin du Maire de Cotonou Lehady Soglo), a perdu la «bataille» pour avoir défendu le bilan des dix années de Boni Yayi à la tête du pays.

L'homme a été également victime de son brusque parachutage dans la «cour des grands» et surtout soupçonné d'être le candidat de la France, car installé à Paris depuis des années et bien connu des milieux politiques français.

Le banquier d'affaires franco-béninois (né d'un père originaire du Bénin et d'une mère française) est peu connu des Béninois. La plupart l'ont vraiment découvert au lendemain de sa nomination au poste de Premier ministre en juin 2015, alors qu'il dirigeait PAI Partners, un des plus gros fonds d'investissement européens.

«J'ai eu des limites pour faire admettre que j'étais un homme nouveau dans le système et donc libre. J'ai plutôt été regardé comme quelqu'un qui était le Premier ministre en exercice et donc qui assumait, bien qu'il fût là depuis neuf mois, probablement dix et vingt ans d'un certain système politique», avait expliqué M.Zinsou, justifiant sa défaite.

«Le peuple béninois a, lui-même, très sereinement choisi une rupture plus radicale et pas quelque chose qui recyclait des éléments du régime et du gouvernement», a-t-il précisé.

Les Béninois ont vraiment décidé de tourner complètement dos au régime en place, lassé de son système de gestion miné notamment par la corruption, l'improvisation et l'impunité.

«Les résultats sortis des urnes montrent à quel point les béninois sont fatigués du système qui les a dirigés depuis dix ans. Sur les douze

départements que compte le pays, M.Talon a battu son adversaire dans pratiquement dix départements. Il l'a même battu dans certains grands fiefs des poids lourds de l'opposition ayant soutenu M.Zinsou», a commenté Isidore Amoussou, analyste politique.

«Le peuple a clairement exprimé ce qu'il veut. La balle est maintenant dans le camp du nouvel élu à la tête de la République que lui a laissée son prédécesseur».

### «Le Bénin va mal»

M.Talon l'a plusieurs fois répété pendant la campagne électorale, même au lendemain de son élection : «Le Bénin va mal, mais le redresser n'est pas impossible».

«Pour le moment il sera impératif pour nous tous de retrousser les manches et de mettre à chaque poste les personnes les plus qualifiées quel que soit leur bord», a souligné le nouveau président, conscient de la tâche qui l'attend.

Pour certains observateurs de la scène politique béninoise, l'homme possède toutes les compétences pour s'en sortir, mais il va devoir aussi composer avec son entourage notamment ceux qui l'ont soutenu au second tour. La plupart de ses soutiens ont travaillé aux côtés du président Boni Yayi, certains ont même exercé de hautes fonctions : Pascal Irénée Koupaki, arrivé en cinquième position à l'issue du premier tour, fut le Premier ministre de M.Yayi. Plusieurs autres candidats dont Me Marie Elise Gbédo, Alexandre Hountondji, Richard Sènou, Kessilé Sare Tchala, Azizou El-Hadj Issa, Karimou Chabi Sika, Robert Gbian etc... ont soit occupé un poste ministériel, soit servi M.Yayi en qualité de conseillers techniques ou directeur de cabinet militaire.

«Nous les avons tous à l'œil, tous ceux qui ont travaillé avec Yayi et qui se retrouvent encore avec Patrice Talon. Ce dernier doit savoir composer avec eux, car nous attendons beaucoup de lui», a confié Jacques Vigan, étudiant en droit à l'Université d'Abomey-Calavi.

Pour Paul Loko, conducteur de taxi-moto (Zémidjan), M.Talon doit vite s'attaquer au chômage des jeunes et mettre en place des stratégies pour lutter contre la corruption dans l'administration publique.

«Le zémidjan est devenu pratiquement la seule activité des jeunes. Une

plusieurs chantiers : l'énergie électrique, la justice, l'emploi des jeunes, les réformes institutionnelles, la lutte contre la corruption et la sécurité.

Délestage par-ci, fausses promesse

national depuis quelques temps. Les résultats de plusieurs concours de recrutement dans l'administration publique sont contestés notamment celui organisé récemment dans le secteur de la douane, véritables choux gras des médias.

Le premier cabinet de M.Talon va devoir réformer en profondeur les structures de contrôle de manière à les rendre indépendantes et plus efficaces.

L'autre grand chantier sur lequel le successeur de Boni Yayi, est attendu est celui de l'emploi des jeunes. Selon les statistiques de l'INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique), le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans est estimé à 14,3%. Il est de 89,7% pour les jeunes de 15 à 29 ans exerçant dans le secteur informel. La jeunesse qui a fortement soutenu le nouveau président, nourrit un grand espoir quant à son avenir.

«M.Talon peut relever le défi, étant donné qu'il a les qualités et les compétences requises. Mais les réalités du pouvoir sont autres choses. Attendons de le voir à l'œuvre, car il sait très bien qu'il ne doit pas échouer», a averti Ursul Gandonou, jeune entrepreneur exerçant dans l'informel.

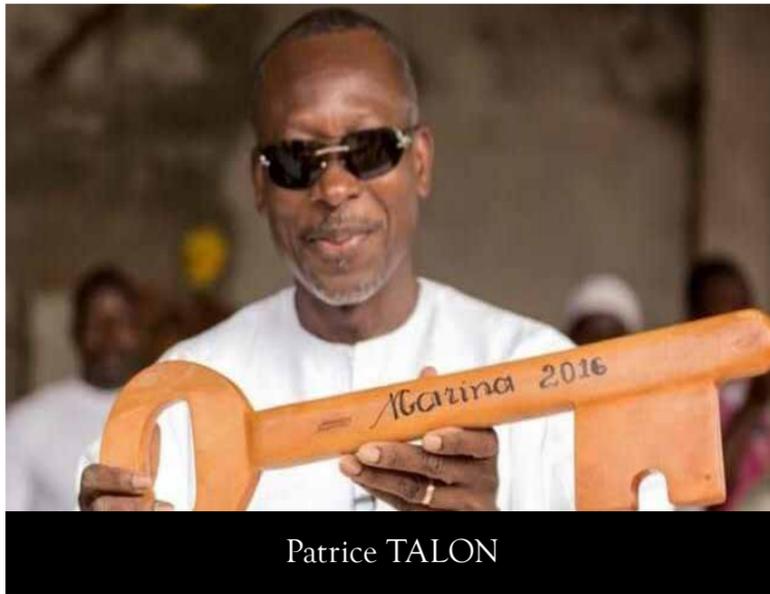
L'autre gros dossier dans la gorge de M.Talon, et considéré d'ailleurs comme le plus important pour bon nombre d'observateurs est la crise énergétique. Le Bénin est frappé de plein fouet ces dernières années par une crise énergétique sans précédent. Le régime de Boni Yayi a totalement échoué après les multiples promesses faites aux populations.

Les béninois qui vont régulièrement au Togo voisin se demandent par quelle magie les autorités togolaises ont pu régler ce problème. Le pouvoir de Faure Gnassingbé s'est vite tiré d'affaires, grâce à la société Contour Global.

Dans son projet de société, M.Talon a habilement abordé le sujet, sans pour autant ébaucher quelques pistes de solution. Pour l'instant, les Béninois retiennent leur souffle et attendent le prochain ministre en charge dudit portefeuille.

Par ailleurs, l'équipe de M.Talon fera aussi face au défi sécuritaire dans la sous-région avec la forte menace terroriste.

Certains observateurs avertis pensent d'ailleurs que ces deux derniers sujets (la crise énergétique et la menace terroriste) auraient été débattus par le nouveau président du Bénin et le chef de l'Etat togolais le 28 mars dernier à Lomé.



Patrice TALON

fois sortis des grandes écoles après plusieurs années d'études, ces jeunes sont contraints d'exercer cette activité sans issue, faute d'emplois. M.Talon doit, sérieusement penser aux jeunes et aux conducteurs de taxi-motos. Il nous a fait des promesses pendant la campagne électorale et nous l'attendons de pied ferme», a-t-il martelé.

«M.Talon doit procéder à des réformes en profondeur dans plusieurs secteurs notamment la justice, la santé, l'agriculture, l'éducation et dans certaines institutions de la République dont la HAAC (Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication)», a renchéri Alain Bossa, enseignant au CEG Dantokpa.

Baptisé «Le nouveau départ», le projet de société de M.Talon est un document d'une quarantaine de pages qui séduit plus d'un en raison de son contenu.

Subdivisé en quatre grandes parties, ce projet de société comporte les principales réformes à opérer (secteur par secteur), après diagnostics, ainsi que les mesures clés.

### Les grands défis

«C'est maintenant que le plus dur commence», a averti l'ancien président du Bénin et ancien Maire de Cotonou Nicéphore Soglo pour qui M.Talon est «condamné à réussir, mais pas seul».

Pour y arriver, a-t-il insisté, le nouveau président doit dans un premier temps, rassembler tous ceux qui ont contribué à sa victoire autour d'une table pour réflexion approfondie sur son projet de société, afin de l'enrichir avant de se lancer dans les réformes. Sans le lui souffler, M.Talon sait très bien que les Béninois l'attendent sur

par-là : Boni Yayi a totalement déçu les Béninois sur ce plan. Aujourd'hui, l'un des grands défis à relever par le nouveau pouvoir est la crise énergétique.

Les Béninois ont perdu confiance en leur justice ces dernières années: instrumentalisation de l'appareil judiciaire par le pouvoir exécutif, manque de moyens humains, matériels et financiers et des grèves à répétition dans le secteur.

Pour certains juristes de haut niveau, le prochain pouvoir doit nécessairement procéder à la restructuration du conseil supérieur de la magistrature et faire en sorte que le pouvoir exécutif ne joue plus un rôle prépondérant.

«Le chef de l'Etat ne siègera plus au sein de l'institution. Ainsi, le président de la Cour suprême exercera les fonctions de président du conseil supérieur de la magistrature», a suggéré Alain Adoun, magistrat à la retraite.

En plus, le nouveau pouvoir doit opérer certaines réformes institutionnelles notamment la recomposition de la Cour constitutionnelle et de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC).

Dans la composition actuelle de la Cour, sur ses sept membres, trois sont nommés par le chef de l'Etat et quatre désignés par le bureau de l'Assemblée nationale.

Selon Nourou-Dine Saka Saley, juriste et membre de la Coalition ABT (.), il est impérieux de réviser à la baisse le quota du chef de l'Etat et que les autres membres soient désignés par le Conseil des présidents à l'Assemblée nationale.

A toutes ces réformes s'ajoute la lutte contre la corruption dans l'administration, fléau devenu un sport

## COLONEL GUY KOSSI AKPOVY, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION TOGOLAISE DE FOOTBALL (FTF) :

La Rédaction

**« EMMANUEL ADÉBAYOR EST UN PRÉCIEUX ATOUT POUR LA SÉLECTION NATIONALE ET LE FOOTBALL TOGOLAIS. IL SE TROUVE QU'IL Y A DES PROBLÈMES AU SEIN DU GROUPE. AUJOURD'HUI CES DIVERGENCES SONT DERRIÈRE NOUS »**

**L**e football reste le sport roi au Togo et continue de déchaîner les passions, notamment autour des Eperviers, l'équipe nationale. Après plusieurs crises profondes et multiformes qui ont paralysé le fonctionnement de son instance dirigeante et impacté négativement sur les résultats à tous les niveaux, l'espoir semble renaître avec l'élection il y a deux mois, d'un nouveau Bureau Exécutif de la Fédération Togolaise de Football. A sa tête, le Colonel Guy Kossi AKPOVY, un officier des Forces Armées Togolaises (FAT), connu pour sa discrétion et réputé travailleur. Les défis qui l'attendent sont nombreux et il le sait, il n'aura pas de période de grâce. Pour parler de ses chantiers et de ses ambitions, FOCUS INFOS l'a rencontré. Pour sa première grande sortie médiatique depuis la victoire de sa liste Nouvel Elan. Interview.

**Focus Infos : Deux mois après votre élection, quels sont les chantiers que vous pensez ouvrir en priorité ?**

**Col Guy Kossi AKPOVY :** Merci pour l'occasion que vous nous offrez, de partager avec vos lecteurs, nos premiers pas à la tête de la Fédération Togolaise de Football. Vous parlez de chantiers à ouvrir. En réalité des chantiers ont été ouverts dès le lendemain de la cérémonie de passation des charges. La situation dont nous avons héritée est préoccupante et tout est prioritaire. Sur les plans de l'administration, des finances, de l'organisation des matches de la sélection nationale A, de la relance des compétitions nationales, des compétitions de jeunes, du sponsoring, des relations avec les pouvoirs publics, des relations avec les instances internationales de football et non moins important, la réconciliation des acteurs au sein de la famille du football togolais ; il y a beaucoup à faire.

Bientôt, nous présenterons devant la presse, l'état des lieux qui est préoccupant. En attendant, nous avons conformément à notre programme, engagé des actions sur plusieurs plans. Pour rendre plus performante l'administration de la FTF, nous scrutons rigoureusement le profil des personnes préposées aux différents postes. Et pour le personnel en poste, nous essayons d'opérer des redéploiements de façon à optimiser les rendements de chacun des membres. Au plan de l'organisation des 3ème et 4ème journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2017, nous avons apporté des réponses aux exigences de la FIFA et de la CAF en vue de garantir l'homologation du Stade de Kégué pour abriter le match retour à Lomé. Nous avons également tenu compte des doléances exprimées par les joueurs avant notre arrivée et œuvré à ramener la concorde mais aussi la discipline dans le nid des Eperviers du Togo. Vous avez-vous-même constaté les travaux au niveau du stade ainsi que l'organisation autour de la sélection nationale pour ces deux matches. Tout n'est pas

encore parfait, mais nous continuerons à améliorer les préparatifs des rencontres de la sélection nationale.

En vue de bien planifier la reprise des compétitions nationales, nous avons, en attendant de réunir les conditions pour la relance des championnats de D1, D2 et D3, lancé la Coupe du 27 Avril, avec pour ambition de replonger l'ensemble du territoire dans le bain des compétitions nationales.

Nos relations avec les pouvoirs publics

voisins du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Burkina-Faso, du Sénégal, du Nigeria, j'en passe, la pérennité d'un niveau élevé de compétitivité du football national passe par la formation des jeunes joueurs ainsi que de l'encadrement technique. Dans le même temps, il ne sert à rien de former les jeunes, s'ils n'ont pas la possibilité de disputer des compétitions nationales et internationales pour assurer leur progression.

C'est pour cela que nous allons nous

**« une place de choix à la formation car nous nous inscrivons dans une œuvre de refondation du football togolais »**

sont des meilleures. Nous saisissons d'ailleurs l'occasion pour remercier le Chef de l'Etat pour l'attention qu'il manifeste à l'endroit du football togolais, le Premier ministre et le Ministre des Sports, le Ministre de l'Economie et des Finances pour leurs soutiens multiformes et leur disponibilité. Tous ces concours nous permettent de restaurer l'image de marque de notre institution en vue de susciter l'intérêt des sponsors.

Notre passage à Zurich dans le cadre du Congrès de la FIFA, nous a permis d'échanger avec le président de la CAF Issa Hayatou et d'être mieux situé sur les attentes et exigences de la FIFA et de la CAF vis-à-vis de la FTF. Nous y travaillons et les relations s'améliorent.

**F.I. : La formation, c'est l'avenir du football dans tout pays. Quelle place lui accordez-vous dans votre projet ?**

**Col G.K.A. :** Notre programme baptisé « Nouvel Elan », accorde une place de choix à la formation car nous nous inscrivons dans une œuvre de refondation du football togolais. Comme le prouvent les performances de nos

employer à organiser les championnats de jeunes, U17, U19 et mettre en place les sélections nationales de jeunes dans toutes les catégories. Etant donné qu'il n'y a pas de championnats de jeunes pour l'instant, beaucoup de jeunes évoluent en championnats de D1 et D2. Les sélectionneurs pourront puiser dans ces compétitions, de quoi alimenter les sélections U20 et U23 ainsi que la sélection locale. Pour ce qui concerne la catégorie U16, nous allons organiser ou soutenir des tournois au niveau des Ligues de Football pour cette catégorie. Le football féminin ne sera pas laissé pour compte.

Nous verrons davantage avec la Direction Technique Nationale, comment articuler l'organisation des championnats de jeunes, mais notre choix, y compris celui exprimé par le Président de la République, c'est de voir les compétitions de jeunes se dérouler sur l'ensemble du territoire national.

**F.I. : L'absence des championnats nationaux est un vrai handicap pour notre football. Pouvez-vous vous engager sur un calendrier de nouveaux moyens pour les clubs ?**



Col Guy Kossi AKPOVY, Pdt de la FTF

**Col G.K.A. :** Le démarrage des championnats nécessite la mise en place d'un dispositif destiné à sa gestion. Pour la mise en place de certaines commissions, notamment les organes juridictionnels, nous devrions d'abord aller à un congrès pour l'élection de leurs membres. Par ailleurs, nous tirons vers la fin de la saison 2016-2017. Ne serait-il pas mieux d'attendre pour engager les championnats dans le calendrier international 2017-2018 ? En attendant, nous pourrions disputer des tournois à l'instar de la Coupe du 27 Avril, pour apprêter les clubs et les nouvelles structures en charge de l'organisation des championnats. Bref, l'option de la FTF pour la reprise des championnats sera connue très bientôt.

Les moyens que nous mettrons à la disposition des clubs, seront bien évidemment fonction de nos disponibilités financières. Sur ce plan, une communication sera faite aux clubs le moment venu. J'en profite pour féliciter les responsables de clubs qui font beaucoup d'efforts en vue de permettre la tenue des compétitions nationales. Mais nous le savons tous, nous venons de très loin, et la situation financière à la FTF, n'est pas enviable.

**F.I. : Après le match nul contre la Tunisie, les Eperviers n'ont plus leur destin entre leurs mains pour la qualification à la CAN 2017. Croyez-vous encore à une qualification et quel sera votre rôle à cet effet ?**

**Col G.K.A. :** Notre souhait c'était de remporter les trois points face à la Tunisie à Lomé. Mais avec le match nul, évidemment que l'équation devient difficile. L'entraîneur Tom Saintfiet connaît nos ambitions, c'est de nous qualifier pour la CAN 2017 au Gabon. Le résultat de la double confrontation contre la Tunisie ne nous assure plus une qualification, même si nous comptons jouer nos chances à fond. Nous venons de demander au sélectionneur national les rapports des matches des 25 mars à Monastir et 29 mars à Lomé. Nous tirerons après, les leçons.

Pour jouer à fond nos chances de qualification, le Comité Exécutif de la FTF entend investir tous les moyens au plan organisationnel pour mettre les joueurs dans les meilleures des conditions pour le déplacement au Libéria. Tout va se jouer sur cette rencontre et nous travaillerons sur les plans sportif et psychologique pour

**« Nous essayons d'associer les anciens internationaux à la gestion du groupe et pour ce qui concerne l'organisation des matches »**

(Suite à la page 14)

**M. ERIC KWAMIVI BONIN, GÉRANT DU CABINET DE COACHING SCOLAIRE KWAMIVI'S :**

✎ Albert AGBEKO

**« MON AMBITION EST D'AIDER LA JEUNESSE AFRICAINE À DÉCOUVRIR SON POTENTIEL »**

**R**évélé au public togolais grâce à des émissions télé, le coaching est aujourd'hui bien connu dans la société togolaise, avec cependant plusieurs variantes dont notamment celle du coaching scolaire. Eric Kwamivi Bonin peut être considéré comme l'un des précurseurs en la matière, dirigeant le premier cabinet de coaching scolaire au Togo : « Kwamivi's ».

Homme à plusieurs casquettes comme il aime à se définir, Eric Bonin était dans une autre vie interprète-traducteur à Accra où il a côtoyé plusieurs personnalités. Ce riche parcours lui a fait découvrir une partie de sa personnalité portée vers la compassion et la disposition à faire sortir ses semblables de leurs problèmes. Revenu au berceau à la demande de son géniteur, il prendra en main la gestion des entreprises familiales dont une école. Et c'est à partir de là qu'il découvre le coaching.

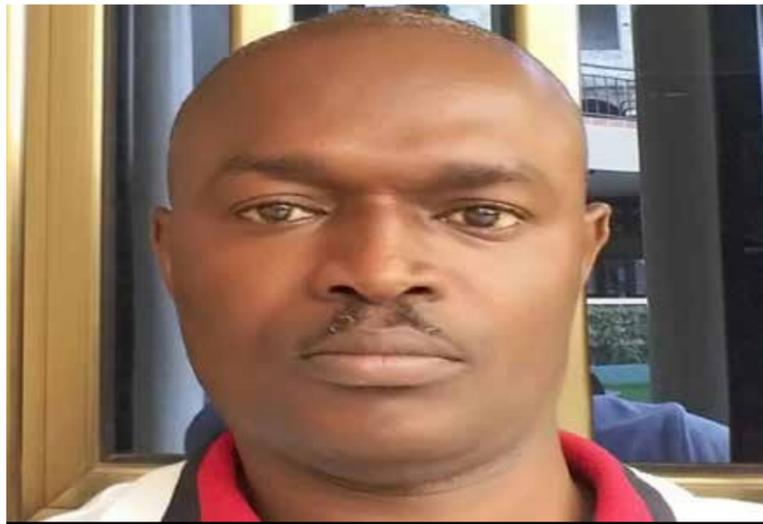
« Je suis arrivé au coaching par vocation et par sacerdoce », confie M. Eric Kwamivi Bonin qui trouve une dimension divine à son activité. « Pour moi être coach va au-delà du business. C'est une mission divine qui m'a été confiée par le Tout puissant et je ne peux ne pas le faire », poursuit-il enthousiasmé.

En effet, le coaching est un accompagnement offert à quelqu'un pour l'aider à découvrir, à développer et à

exploiter au maximum ses potentialités. Le coach provoque donc l'action sans y participer. S'agissant particulièrement du coaching scolaire, il s'agit d'aider les apprenants à découvrir cette force, ce potentiel qui sommeille en eux.

Pour le patron du cabinet Kwamivi's, toute personne est née avec des talents qui ont besoin de certaines compétences pour pouvoir exploser et être mis au service de l'humanité. Or, tant qu'on ne découvre pas ce talent qui est en nous, on a beau accumuler les compétences, on aura cette sensation de ne pas être accompli, explique-t-il. C'est là qu'intervient le coach. Les apprenants sont aujourd'hui perdus dans un flot d'informations, ils ont alors besoin d'une voix expérimentée, celle du coach, pour les amener à trouver leur voies, à faire le bon choix. Le coach conduit à réfléchir autrement pour affronter un univers professionnel de plus en plus impitoyable.

Non seulement le coach aide l'appre-



Eric Kwamivi Bonin

nant à trouver sa voie, mais aussi aide le parent à retrouver son autorité. C'est dire que les responsables d'établissements scolaires, les parents et les élèves surtout ceux en difficulté doivent solliciter les services du coach scolaire.

L'année dernière, témoigne le surveillant d'un collège privé de Lomé, « nous avons été obligés de nous séparer d'un de nos élèves pour indiscipline caractérisée. Ce qui peut paraître surprenant c'est que cet élève que nous avons renvoyé est revenu avec sa mère,

non pas pour nous supplier pour le reprendre mais pour appuyer notre décision de renvoie ». Le coach Bonin qui a assisté à la scène et qui n'a pas non plus compris le ressentiment de la mère envers son propre enfant, après échange avec la mère, a plaidé pour que l'élève soit repris, tout en proposant de le coacher.

« Il y a eu beaucoup d'amélioration chez cet élève. Aujourd'hui il est devenu rangé, discipliné, le contraire de ce qui lui a valu cette décision d'exclusion en milieu d'année », a indiqué

le surveillant qui reconnaît le travail abattu par le coach.

Même s'il se démarque du psychologue ou du conseiller d'orientation, le coach fait appel de temps en temps à ces derniers pour renforcer le travail sur le terrain.

Avec un sens développé pour l'écoute et le partage, le coach Bonin utilise la technique de programmation neuron-linguistique. Une technique américaine qui permet de reprogrammer le cerveau en lui appliquant des méthodes développées par d'autres personnes qui ont réussi.

Le coaching scolaire reste inconnu aujourd'hui, ce qui ne décourage pas le promoteur du cabinet Kwamivi's. « Mon ambition, explique M. Boni, est d'être utile pour mon pays et mon continent. Il faut que la jeunesse africaine puisse reconnaître son talent, son potentiel pour accomplir de grandes choses. On n'a pas à aller chercher les grandes réalisations ailleurs. Nous avons ici tellement de potentiel que nous n'exploitons pas. Mon intention c'est d'aider cette jeunesse à découvrir son potentiel et les exploser pour le monde entier ».

## Les meilleures affaires sont chez CFAO



Véhicule à faible kilométrage

**+15** mois de garantie

**20.500.000\***  
FCFA TTC

\*Stock limité

 **CFAO MOTORS TOGO**

Bd Eyadema BP 332 Lomé  
Tél. 22 23 31 00 - cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



## AFRICA PERFORMANCE INDEX (API) :

Salomon WILSON

# LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES DU TOGO, 5<sup>e</sup> DES PLUS PERFORMANTS DES PAYS MEMBRES DE LA ZONE FRANC

**O**util de recherche, d'évaluation, de notation et de classement des institutions du secteur public, le « Africa Performance Index (API) » était à sa toute première édition en 2015. Son domaine de recherche couvre les institutions du secteur public en Afrique en se basant sur des indicateurs quantitatifs. Projet développé par IMANI Francophone, il a pour objectif de proposer des réformes en matière de gestion des institutions au profit du développement du secteur privé.

Cette première édition a porté sur : « Quel rôle pour les ministères de l'Economie et des Finances (MEF) dans la planification et le développement économique de l'Afrique ? ». L'étude s'est limitée aux ministères de l'Economie et des Finances de quatorze (14) pays africains. Il s'agit du Bénin, du Burkina-Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée-Bissau, de la Guinée Equatoriale, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

### CADRE DE L'ETUDE

Bras armé de l'exécutif, le ministère de l'Economie et des Finances a pour fonction régaliennne, de veiller à la compétitivité de l'économie nationale dans une conjoncture de mondialisation grandissante. Non seulement, il veille à la compéti-

tivité des entreprises nationales face à une concurrence internationale mais joue également le rôle d'un régulateur tout en contrôlant les actions publiques et la bonne tenue de la concurrence sur le marché. En outre, il a la charge d'informer les acteurs dans son rôle de prévisionniste en matière économique. Il est enfin responsable de la gestion des finances publiques, la collecte des revenus et paiement des dépenses publiques et la détermination du budget de fonctionnement de l'Etat.

Dans cette étude, la performance des ministères de l'économie et des finances des quatorze pays a été évaluée sur trois (3) grandes dimensions notamment : le cadre institutionnel (gestion axée sur les résultats, autonomie politique, crédibilité médiatique et ouverture au public), la gouvernance fiscale (transparence institutionnelle et dépenses institutionnelles) et



les facteurs endogènes (croissance du PIB, taux d'inflation et dette publique). Chaque dimension regroupe d'autres éléments appelés « déterminants », dont neuf (9) au total ont été relevés et auxquels ont été attribués des notes à partir d'une gamme « d'indicateurs quantitatifs ». Les données de l'étude couvrent la période de novembre 2014 à novembre 2015.

### RESULTATS DE L'ETUDE

D'après les résultats, avec un indice de performance de 74%, le ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire est arrivé largement en tête, suivi de celui du Sénégal 52%, tandis que celui de la Guinée Equatoriale ferme la marche à 22%.

Avec un résultat de 46%, le ministère de l'Economie et des Finances

du Togo occupe la cinquième position. Un classement louable mais qui reste à relativiser avec un score en dessous de la moyenne. Tout comme douze des quatorze pays évalués ; seuls la Côte d'Ivoire et le Sénégal obtenant plus de 50%. Dans les détails, le Togo (50%) occupe par exemple la troisième place dans l'évaluation du cadre institutionnel, derrière la Côte d'Ivoire (90%) et le Sénégal (60%). Sur la gouvernance fiscale, le pays d'Alassane OUATTARA caracole encore en tête avec 40% et le Togo est 4<sup>e</sup> à 20%. Aucun des Etats n'affiche une performance au-dessus de la moyenne. De fait, les pays ont encore beaucoup à faire en matière de gouvernance fiscale en prenant notamment en compte la publication régulière des rapports annuels, les rapports financiers des comptes de dépenses et des rapports qui font état des lieux des projets et programmes de l'Etat. Il faut noter qu'au niveau des facteurs endogènes, le Togo ne figure pas dans les cinq premiers. Le ministère de l'Economie et des Finances tchadien occupe la

première place suivi de la Côte d'Ivoire, du Congo, du Bénin et du Burkina-Faso.

En somme, si le Togo, à l'instar des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun et le Tchad, fait partie des Etats africains (membre de la zone franc) dont les ministères de l'Economie et des Finances sont des plus performants, il n'en demeure pas moins que beaucoup de choses restent à faire pour une amélioration des prestations. La performance du Togo est imputable à une vision politico-économique de l'actuel Exécutif qui, durant ces dernières années, mène des politiques telles que la modernisation de la justice, la fusion des régies financières à savoir les impôts et les douanes, les réformes administratives avec l'assainissement de la Fonction publique, la lutte contre la corruption avec la création récemment de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les infractions assimilées en juillet 2015. Tout cela favorise un climat d'affaires propice aux investissements et ainsi, la promotion et le développement du secteur privé, gage d'un développement soutenu et durable en Afrique.

Rappelons que dans son message à la nation en janvier 2016, le président de la République Faure GNASSINGBE a réitéré son engagement dans la lutte contre la corruption en ces termes : « La lutte que nous avons entamée contre la corruption doit être intensifiée

avec méthode et détermination ». Cette ferme volonté paraît de bon augure pour une amélioration significative de l'Africa Performance Index (API) lors des prochaines éditions.

AFRICA PERFORMANCE INDEX (API)		
POSITION	PAYS	SCORE (%)
1	COTE D'IVOIRE	74
2	SENEGAL	52
3	TCHAD	49
4	CAMEROUN	47
5	TOGO	46
6	BENIN	45
7	MALI	43
8	BURKINA FASO	42
9	NIGER	37
10	CENTRAFRIQUE	35
11	GABON	32
12	CONGO BRAZZA	31
13	GUINEE-BISSEAU	29
14	GUINEE EQUATORIALE	22

CADRE INSTITUTIONNEL		
POSITION	PAYS	SCORE (%)
1	COTE D'IVOIRE	90
2	SENEGAL	60
3	TOGO	50
4	CAMEROUN	45
5	MALI	40

GOUVERNANCE FISCALE		
POSITION	PAYS	SCORE (%)
1	COTE D'IVOIRE	93
2	CAMEROUN	93
3	TOGO	73
4	TCHAD	80
5	BURKINA FASO	80

FACTEURS ENDOGENES		
POSITION	PAYS	SCORE (%)
1	TCHAD	93
2	COTE D'IVOIRE	93
3	CONGO BRAZZA	73
4	BENIN	80
5	BURKINA FASO	80

LECTURE DES SCORES (%) ET MENTIONS					
50% ° MOYENNE GENERALE					
0-39%	40-49%	50-59%	60-69%	70-100%	SCORE
Très pauvre	Pauvre	Acceptable	Bien	Très Bien	MENTION

## TICAD VI :

## LE SOMMET AURA LIEU AU KENYA LES 27 ET 28 AOUT 2016

Les préparatifs vont bon train pour l'organisation de la sixième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD VI) qui se tiendra pour la première fois sur le continent à Nairobi (KENYA), les 27 et 28 août prochain. 6000 participants venus d'Afrique et du Japon ainsi que diverses organisations internationales sont attendues dans la capitale kenyane pour cette initiative lancée en 1993 par le gouvernement japonais, visant à promouvoir le développement de l'Afrique.

En juin 2013, lors de la dernière TICAD placée sous le thème « Main dans la main avec une Afrique plus dynamique » qui s'est tenue à Yokohama à 30 kms de Tokyo en présence d'une forte présence de délégations africaines de haut niveau, le Premier Ministre nippon Shinzo ABE avait annoncé une aide publique de 16 000 milliards de francs CFA sur la période 2013-2017 en faveur des pays africains et consacrée pour l'essentiel, à des projets de développement. Il a identifié les domaines dans lesquels son pays entend intervenir en priorité pour soutenir le continent : les infrastructures qui béné-

ficièrent en particulier de 3250 milliards de FCFA, notamment les corridors internationaux qui faciliteraient le désenclavement ; les ressources humaines avec des formations ayant des débouchés ; la santé avec la promotion de soins pour tous ; le soutien à l'éducation de 20 millions d'enfants ; l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour 10 millions d'Africains et l'agriculture qui devrait devenir une agriculture de rente. 1000 instructeurs agricoles devraient être formés pour favoriser le doublement de la production de riz dans la région sub-saharienne à l'horizon 2018.



Uhuru Kenyatta (Président du Kenya)

Sur le plan de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, Shinzo ABE avait promis le versement de 491 milliards 967 millions 750 mille francs CFA sur 5 ans pour aider à stabiliser la région nord-africaine et le Sahel et la formation sur place de 2.000 personnes. Trois ans après, il s'agira de faire le point de la mise en œuvre de ces engagements, regroupés dans ce qu'on appelle le Plan d'Action

de Yokohama 2013-2017, avec en arrière plan la volonté d'impliquer de plus en plus le secteur privé et la société civile dans les discussions.

Précédemment en 2014, un an après YOKOHAMA, sur l'initiative du Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique, le Japon, l'Union Africaine, le PNUD et la Banque Mondiale, une première réunion ministérielle de la TICAD

a été organisée à Yaoundé au Cameroun. La matrice de mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama 2013-2017 a été validée. Elle contient 617 initiatives concrètes visant à faire avancer les institutions africaines et les partenaires en développement. La mise en œuvre par 57 pays/ organisations est prévue d'ici la fin 2017. Une attention particulière est accordée au suivi du Pilier 6 du Plan, intitulé « Consolidation de la paix, de la stabilité, de la démocratie et de la bonne gouvernance ».

## INITIATIVE DE DEVELOPPEMENT :

Pour rappel, La Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) est une initiative lancée en 1993 par le gouvernement du Japon pour promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants (Suite à la page 12)

# JCB

## GROUPES ELECTROGENES

### Silencieux, fiable et robuste.

#### De 8 à 3 300 KVA



Stock disponible chez  
CFAO MOTORS

 **CFAO MOTORS TOGO**  
cfaogroup.com

Bd Eyadema BP 332 Lomé  
Tél. 22 23 31 00  
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR  
OFFICIEL



## DESTRUCTION DE LA STATION D'ESSENCE SUR LE GRAND CONTOURNEMENT DE LOMÉ :

### LE DOSSIER DESORMAIS ENTRE LES MAINS DU DOYEN DES JUGES D'INSTRUCTION

**C'**est un fait divers qui a heurté l'opinion publique et dont le dénouement fera sans doute jurisprudence quant à la manière avec laquelle les auxiliaires de justice gèrent les litiges fonciers.

Les riverains et les usagers du grand contournement de Lomé qui ont vu, semaine après semaine pousser de terre une station service dans le quartier Attiégo, ont assisté médusés, à sa démolition le 11 mars dernier. Ce jour-là, avec le concours de la force publique, Me Ablamvi AMEGBO, huissier de justice à Lomé, a fait détruire ce complexe pétrolier dont l'inauguration était prévue à la fin du mois. A tort, puisqu'au moment où nous mettions sous presse, lui et son donneur d'ordre réel ont été placés sous mandat de dépôt suite à la plainte du propriétaire pour « destruction volontaire ». Montant estimé du préjudice : plus de 1 milliard de FCFA.

Le 11 mars dernier, aux environs de 10 heures, prétendant agir à la requête de monsieur Amégléto AGBOGAN, assisté des avocats Mes Mawuvi MOUKE, Ahlin KOMLAN, Edoh AGBAHEY et en vertu de quatre (4) titres, notamment les jugements N°1480/2001 rendu le 25 septembre 2001 par le Tribunal de Première Instance de Lomé, N° 0097/2008 du 21 janvier 2008 de la même juridiction, l'arrêt N°225/12 du 27 septembre 2012 de la Chambre Civile et Commerciale de la Cour d'Appel de Lomé, ou encore l'Ordonnance N° 042/13 rendue le 27 février 2013 par la Cour Suprême, Me Ablamvi AMEGBO, avec le concours de la force publique, a fait démolir les constructions érigées aux encablures du grand contournement de Lomé dans le quartier Attiégo, devant abriter une station service et accueillir les premiers clients à la fin du mois.

Selon l'acte de l'auxiliaire de justice, lesdites constructions auraient été réalisées sur un terrain appartenant à son client, Amégléto AGBOGAN. Sur le procès verbal dressé à l'issue de la démolition, on pouvait lire : « après avoir attendu une trentaine de minutes monsieur Sokégbé DADA (le propriétaire de la station, ndlr), nous avons procédé avec un tracteur pelle. Nous avons commencé par la démolition de la boutique en cours de construction, après avoir intimé aux ouvriers de quitter l'immeuble en cause. Quelques minutes après

le début de la construction, l'officier dirigeant les forces de sécurité qui nous assistait a interrompu les travaux pour donner le temps aux ouvriers de faire dégager les pompes et autres objets visibles. Quelques instants plus tard, au cours de la pause, le commandant est arrivé. Et devant nous tous, les ouvriers ont procédé eux-mêmes à l'enlèvement des pompes et des machines qu'ils ont placées sur le site. Au fur et à mesure qu'ils procédaient eux-mêmes à l'enlèvement, un camion porteur est arrivé et ils ont commencé par charger les pompes démontées. Ils ont fait sortir un caterpillar-chargeur. Après plus d'une heure de temps de pause, on a repris la destruction et le hangar a été mis à terre. Ils ont promis venir nous voir pour des négociations et nous avons arrêté les travaux de démolition et quitter les lieux.»

#### SOUS PERFUSION :

Comme on peut l'imaginer, le propriétaire de la station monsieur DADA gérant de la société « Le Cerveau Mawouéna », a fait une crise à l'annonce de sa destruction et passé plusieurs jours sous perfusion et surveillance médicale. Il y a de quoi. Au terme de plusieurs documents et pièces que nous avons consultés, son droit de propriété est établi et ne souffre d'aucune contestation.

En effet, le terrain sur lequel la station service a été érigée fait partie de quatre (4) lots acquis par monsieur DADA auprès d'un certain Kodjo KPODJRO. Celui-ci les a lui-même achetés chez monsieur Amégléto AGBOGAN le prétendu requérant de l'huissier AMEGBOH, comme le confirme le reçu de vente qui lui a été délivré le 20 juin 1995. Par acte daté du 05 novembre 2010, la collectivité AGBOGAN et monsieur DADA ont signé un contrat de vente, à la suite duquel ce dernier a fait établir un plan visé par les services du cadastre. Il suivra la procédure d'établissement du titre foncier définitif, en se faisant confirmer la vente des lots acquis par jugement rendu le 09 février 2011 par le Tribunal de Première Instance de Lomé et par la délivrance le 12 avril



Vue partielle de la station d'essence démolie

2011 d'un certificat de non opposition ni d'appel au dit jugement. En outre, lorsqu'au début de la construction de la station-service, un certain Koumana BOGRA, sur la base d'un titre foncier établi à son nom le 20 juin 2012, a revendiqué 15 ares sur les 32 acquis par monsieur DADA, un règlement à l'amiable y a été trouvé. Homologué par le Président de la Cour d'Appel de Lomé, il prévoyait le paiement de 22 millions de FCFA par monsieur DADA contre remise du titre foncier. C'est dire donc que les lots de ter-

rain acquis par monsieur DADA l'ont été en toute légalité et que le seul contentieux apparu au début des travaux de la station, a été géré et réglé. Au surplus, la collectivité auprès de qui il les avait achetés, AGBOGAN, a gagné quant à elle, tous les procès contre ses adversaires, notamment la collectivité AMOUZOU qui avait également des prétentions sur les terrains. De fait, le Tribunal de Première Instance de Lomé a confirmé par jugement rendu le 25 septembre 2001, le droit de propriété d'Amégléto AGBOGAN au détriment d'Edjodi-

nam Kouévi AMOUZOU sur le domaine couvrant plus de 2 hectares. Ce jugement a été confirmé par la Cour d'appel de Lomé en septembre 2012 et le pourvoi formé contre l'arrêt rejeté par la Cour Suprême.

#### MORT DEPUIS 15 ANS :

Dans ce contexte et au vu de tous ces éléments, il est donc surprenant que l'huissier Me AMEGBO ait pu procéder à la démolition de la station service, au nom même du vendeur de monsieur DADA. Le plus extraordinaire dans son acte, est que celui pour le compte de qui il a prétendu agir, le sieur Amégléto AGBOGAN est décédé depuis 15 ans, en 2001. De même, les avocats cités sur le PV de démolition soutiennent n'avoir, de quelque manière que ce soit, été associés à la procédure.

Sur le plan juridique, il faut relever que les jugements N° 1480/2001 du 25 septembre 2001 et N°0097/08 du 21 janvier 2008 ainsi que l'arrêt N° 225/2 du 27 septembre 2012, visés par Me AMEGBO dans son exploit, font tous objet d'un sursis à exécution. Bien plus, le Président de la Cour d'Appel de Lomé a par une autre ordonnance à pied de requête du 02 avril 2013, interdit

(Suite à la page 15)

## L'EXÉCUTION FORCÉE D'UN JUGEMENT

**P**our être exécuté, un jugement, doit être revêtu de la formule exécutoire. Le contenu de la formule exécutoire est défini par l'article 19 du code de l'organisation judiciaire. Le jugement revêtu de la formule exécutoire est appelée « grosse ».

L'exécution peut être provisoire si elle est ordonnée par le Tribunal. L'exécution provisoire est une exécution qui peut intervenir pendant que les parties sont encore en procès. Généralement un jugement, c'est-à-dire une décision rendue par un tribunal, ne peut pas être exécuté immédiatement. Le gagnant du procès doit signifier la décision à l'autre partie et attendre l'expiration du délai d'appel. Le délai d'appel et l'exercice de cette voie de recours étant suspensifs de l'exécution du jugement. Si le perdant du procès ne fait pas appel, le gagnant peut exécuter le jugement. L'absence de l'appel est vérifiée auprès du greffe de la cour d'appel qui le cas échéant, délivre une attestation de non appel. En cas d'appel le jugement ne peut être exécuté que si le tribunal a ordonné l'exécution provisoire.

La décision obtenue en appel (l'arrêt) peut être exécuté immédiatement sauf si elle fait l'objet d'un pourvoi et que le président de la cour Suprême a ordonné le sursis à l'exécution. L'arrêt rendu par la Cour Suprême peut être immédiatement exécuté puisqu'il n'y a plus de voie de recours.

Pour mettre en œuvre l'exécution forcée d'une décision de justice, l'huissier, seul qualifié pour ce faire par la loi, doit être requis par le bénéficiaire du jugement ou de l'arrêt. L'huissier a l'obligation professionnelle de s'assurer que la décision à exécuter ne fait l'objet d'aucun recours ou qu'il n'est pas sursis à son exécution. L'huissier doit recueillir auprès de son requérant toutes les informations nécessaires pour procéder à une exécution forcée conforme à la loi.

Toute exécution forcée est précédée d'une notification obligatoire de la décision à la personne qui a perdu le procès (Article 191 du Code de Procédure Civile).

L'huissier saisit ensuite le Procureur de la République près du Tribunal du lieu d'exécution pour solliciter une assistance de la force publique. Le Procureur de la République délivre à l'huissier, lorsqu'il estime que tout est en ordre, une réquisition adressée à une unité de police ou de gendarmerie pour prêter main forte à l'huissier dans l'exécution de la décision de justice.

Dans la pratique, l'unité de police ou de gendarmerie procède à des vérifications notamment elle vérifie que la décision à exécuter a été réellement notifiée au perdant du procès. La police généralement convoque celui-ci pour s'assurer qu'il a connaissance de la décision qui est rendue contre lui.

## 3 500 MILLIARDS DE FCFA DEPENSES PAR LES AFRICAINES DANS LES FAUX CHEVEUX

**S**elon une étude publiée par Euromonitor International et rapportée par nos confrères du site [negronews.fr](http://negronews.fr), les femmes africaines dépenseraient près de 3 500 milliards de FCFA (7 milliards \$) par an dans les faux cheveux : perruques, mèches humaines, closures, laces, wigs.....

Le Nigéria, le Cameroun et l'Afrique du Sud sont les plus gros consommateurs de ces faux cheveux et les principaux fournisseurs l'Inde, la Chine et le Brésil. Ce phénomène de société aujourd'hui de grande ampleur intéresse de plus en plus les géants mondiaux du cosmétique. Ainsi par exemple, Unilever et l'Oréal investissent désormais massivement dans la recherche pour le développement de nouveaux produits. S'il fait le bonheur de quelques grandes commerçantes sur le continent, le marché des faux cheveux est également un secteur pourvoyeur de nombreux emplois, surtout de l'auto-emploi.

### JUTEUX:

Comme la plupart des Africaines, les Togolaises sont également

friandes des faux cheveux, surtout des mèches. Depuis la faillite de la société NINA face à la concurrence des produits étrangers, la MECHE AMINA est en situation de monopole. Elle fournit le marché local en mèches synthétiques considérées comme à bon prix et de qualité inférieure par rapport aux naturelles. Contrairement à ces dernières qui peuvent être utilisées plus d'un an en cas d'entretien avec des produits adéquats, les premières ont une durée de vie de trois semaines et ne sont pas réutilisables.

La société AMINA écoule deux grandes marques : Sublime et Outré avec une variété de gammes et de prix. Ainsi pour Sublime, outre la Amaka, la Wolosso et la Daniel-



Vue partielle d'une exposition de mèches

la, il existe la Easy Book vendue 700 FCFA, la Next Boucle à 1400 FCFA, la Pony Yaya à 700FCFA et le MT à 900 FCFA. Les Outré sont quant à elles toutes vendues à 1150 FCFA.

La juteuse filière de distribution est contrôlée exclusivement

par quatre femmes qui approvisionnent les revendeurs même si officiellement, un dépôt de garantie de cinq (5) millions de FCFA et le respect de quelques conditions drastiques suffisent à en faire partie. A leurs côtés, les vendeurs sont essentiellement des Ibos et quelques Togolaises.

La concurrence vient du Nigéria avec la marque Xpression vendue à 1450FCFA. Les utilisatrices la considèrent de meilleure qualité que les mèches togolaises ou du Ghana, destination de moins en moins prisée par les commerçantes depuis la dépréciation du cedis par rapport au CFA. Mais elles s'accordent toutes pour indiquer que les chinoises sont davantage prisées, vu le rapport qualité prix.

Quant aux mèches naturelles, importées, elles coûtent en moyenne entre 40.000 et 60.000 FCFA lorsqu'elles viennent du Nigéria et 150.000 pour celles de Chine.

Selon les revendeuses, si les jeunes filles préfèrent les mèches naturelles, les plus âgées adoptent les synthétiques. Et les périodes des fêtes de fin d'année, de Pâques ou des vacances sont les plus grandes consommatrices de mèches.

## PRES DE 3.000 PATIENTS SOIGNES ET 300 OPÉRÉS DANS LA RÉGION MARITIME

**L'**ONG International AIMES-AFRIQUE a réalisé la semaine dernière une grande campagne médico-chirurgicale dans la région Maritime. Après la grande phase de consultations gratuites foraines menées dans trois préfectures (Vo, Bas-Mono et les Lacs), les médecins de l'ONG ont posé leurs bistouris à Aného en fin de semaine selon une dépêche de l'agence Savoir News.

Cette campagne qui a pris fin dimanche dernier a connu environ 3.000 personnes soignées gratuitement dans les trois préfectures concernées de lundi à vendredi avant la phase des opérations chirurgicales.

Les 300 patients retenus pour être opérés ont été recensés dans les différentes localités, lors des soins gratuits. Ils ont tous subi un bilan pré-opératoire dans les différentes localités par les médecins de l'Ong Aimes-Afrique.

«Nous avons sillonné plus de 10 cantons dans les trois préfectures où

nous avons recensé ces 303 patients. Durant cette grande mission, nous avons soigné gratuitement près de 3.000 personnes», a expliqué Dr. Michel KODOM Président-Fondateur de l'Ong Aimes-Afrique.

Outre ces interventions chirurgicales, les premiers responsables des unités de soins de chaque préfecture ont été également formés sur la prise en charge des plaies opératoires jusqu'à la cicatrisation», a-t-il précisé. Il a tenu surtout à remercier le ministère de la santé et de la protection sociale pour sa collaboration pour le bien-être de la population démunie, qui a besoin d'un élan de solidarité.



Quelques patients après l'opération

Dr. Kodom a également salué la direction du Centre Hospitalier d'Aného qui a pris toutes les dispositions pour la réussite de cette campagne. Dr Komlanvi Kpoedjeou (Chirurgien chef de ce Centre), a pour sa part félicité tout le personnel local et

l'équipe d'Aimes-Afrique qui se sont mobilisés pour venir en aide à ces populations démunies.

«La mission chirurgicale se déroule normalement. Notre objectif est atteint grâce à la mobilisation de l'équipe locale qui nous a bien

accueillis», a confié Dr. Abdoulaye Ambarka, chef équipe/chirurgiens de l'Ong Aimes-Afrique.

Plusieurs patients déjà opérés n'ont pas manqué de remercier les responsables de cette Ong, notamment son président.

Rappelons qu'Aimes-Afrique est la première Ong africaine spécialisée dans les activités médico-chirurgicales. Composée de médecins bénévoles, de spécialistes et de chirurgiens qui apportent des services hospitaliers gratuits aux populations démunies des villages les plus reculés à travers l'Afrique, cette Ong a déjà à son actif, plusieurs acquis : plus de 350 missions médico-chirurgicales humanitaires, plus de 16.000 interventions chirurgicales et plus de 350.000 consultations réalisées avec succès.

## TICAD VI :

(Suite de la page 10)

africains et leurs partenaires dans le domaine du développement.

Elle est devenue le principal cadre mondial dont la mission est de coordonner l'exécution de programmes visant à promouvoir le développement de l'Afrique. Les principes directeurs de la TICAD sont « l'Appropriation » par les Africains de leur processus de développement et le « Partenariat

» international. Une composante importante de ce cadre de concertation est la coopération entre l'Asie et l'Afrique.

La TICAD bénéficie de l'appui conjoint des co-organismes : le gouvernement du Japon, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de l'ONU, le PNUD et la Banque Mondiale. Le large éventail des parties prenantes comprend

tous les pays africains ainsi que les partenaires de l'Afrique en matière de développement, notamment les pays asiatiques, les pays donateurs, les institutions internationales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les parlements.

La TICAD a deux objectifs essentiels : la promotion d'un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs part-

naires de développement, ainsi que la mobilisation du soutien pour les initiatives de développement conçues par les Africains eux-mêmes. Sa première édition s'est tenue en 1993 à Tokyo. Les participants avaient adopté la Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, prônant ainsi une coopération dynamique dans la poursuite des réformes politiques et économiques, le développement

accru du secteur privé, la coopération régionale et l'intégration, et le rapprochement avec l'Asie afin de faire bénéficier aux pays africains de l'expérience asiatique.

Depuis, quatre autres ont suivi, dont la dernière s'est tenue en juin 2013 à Yokohama en présence de la quasi-totalité des Chefs d'Etat et de gouvernement africains.

## ELIMINATOIRES-CAN 2017 : LES EPERVIERS EN POSTURE DIFFICILE

✎ Augustin NOUKAFOU (Stagiaire)

**B**attu en aller (1-0) par la Tunisie et contraint au nul (0-0) à domicile malgré la présence d'Adebayor, le Togo réduit ses chances de qualification pour la CAN 2017 au Gabon.

En deux confrontations les 25 et 29 mars derniers face aux Aigles du Carthage, les Eperviers du Togo n'ont engrangé qu'un seul point. Image d'une équipe en manque de repère cultivant le doute dans ses matches et qui traîne à la ramasse jusqu'au coup de sifflet final. Résultat, une défaite à Monastir et un nul décevant dans ses antres à Kégué. Mais surtout, aucun but marqué en deux matches. Preuve aussi d'une attaque en phase de dormition et des avant-centres qui demeurent pusillanimes dans le jeu. Le Togo perd du coup sa première place et se retrouve troisième. Les Eperviers hypothèquent ainsi leurs chances de qualification. Les espoirs du public sportif désireux de voir l'équipe nationale se qualifier à la CAN, s'ameublissent. Cette contre-performance des Eperviers donne des allures de grands défouloirs aux amoureux du ballon rond, une kyrielle de critiques dans laquelle le sélectionneur et certains joueurs sont ciblés.

### Et pourtant

Ces troisième et quatrième journées des éliminatoires de la prochaine messe continentale du football ont été préparées de la plus belle manière dans le nid des Eperviers. La nouvelle équipe dirigeante de la Fédération s'y

est beaucoup mis. Pas de problème de prime, de nouveaux équipements, une pelouse rénovée, des entraînements à huis-clos (ultra sécurisés), un vol spécial pour le voyage en Tunisie et le désir du Colonel Akpovy de voir la bande à Tom Saintfiet cultiver un esprit d'équipe, résonnaient comme une heureuse métaphore : celle d'une équipe nationale, mal classée en Afrique, qui veut renaître de ses cendres et maximiser ses chances de qualification pour une neuvième CAN. Cela n'a pas été le cas. « Nos joueurs ont fait honte au pays. Ils se sont fait battre en Tunisie et ont refusé de jouer à Kégué. Ils nous ont prouvé qu'ils ne s'aiment pas », déclare un supporter des Eperviers sur une radio de la capitale. « Il m'arrive parfois de me demander si tous ces mecs ont le niveau. En même temps, ce serait les insulter si j'affirmais cela. Car pris individuellement, plusieurs équipes du continent donneraient tout pour en avoir quelques uns dans leurs équipes », écrit Steven Lavon, journaliste sportif. A l'aller, même si elle a été défaite, l'équipe avait pourtant fait une prestation acceptable. Les joueurs ont fait montre d'une solidité dans le jeu. Mais le nul à domicile, lu par plusieurs comme une défaite, a gâché ce qui était attendu comme une fête. « Nous sommes déçus. Il nous



Moncer Ali (TUN) et E. Adebayor (TOG) en action

aurait fallu un but pour être satisfait », confie Mathieu Dossevi.

### Possible qualification ?

Cette mauvaise prestation des Eperviers a fait resurgir une incertitude sur la qualification ou non de l'équipe pour la CAN. L'obtention du ticket pour Gabon 2017 s'éloigne pour le Togo. Tant les choses deviennent serrées dans la poule A. Le Liberia, désormais solide leader, totalise 9 points (+7). La Tunisie qui compte 7 points tout comme le Togo occupe la deuxième place avec un goal average favorable (+7). Le Djibouti, dernier de la poule, est déjà éliminé. Les Eperviers n'ont plus leur destin en main. Pour se qualifier, ils devront désormais se battre à distance avec la Tunisie et espérer décrocher une victoire à Monrovia face au Libéria. Autant dire,

que le Togo devra attendre un faux pas du Libéria et de la Tunisie pour retrouver la première place. Mais aussi, il existe une possible qualification indirecte pour le Togo : espérer finir meilleur deuxième des poules des éliminatoires. Pour Mathieu Dossevi, le Togo « reste en course ». Le milieu de terrain du Standard de Liège croit toujours en la qualification. Les prochaines rencontres s'annoncent capitales. Un palpitant déplacement au Libéria en juin et la réception du Djibouti en septembre.

### Et maintenant ?

Si le doute persiste au sein du public, les interrogations fusent de partout sur l'avenir de l'équipe nationale. Beaucoup évoquent la nécessité d'une refondation du football au Togo. Mais, « toujours en course » dans les

éliminatoires actuelles, certains handicaps demeurent. D'abord, l'incompétence de l'entraîneur soulevée par plus d'un. Tom Saintfiet a montré ses limites. Son bilan à la tête de l'équipe oscille entre le mauvais et le passable. 8 matches, deux victoires, trois défaites, trois nuls. Aux portes du vestiaire, l'on affirme que le contrôle de son groupe lui échappe. En réalité, au sein de l'équipe la discipline règne peu. Au point où certains de ses protégés s'autoriseraient même à rentrer tardivement au campement la veille d'un match. De l'avis de plusieurs observateurs du football togolais, le technicien belge vivrait ses derniers moments à la tête de l'équipe. Autre handicap soulevé, le manque d'efficacité sur le terrain de la plupart des joueurs. Mais aussi les allers et retours incessants d'Emmanuel Adebayor qui est loin de créer l'harmonie au sein du groupe. Avait-on besoin d'aller à la rencontre de l'attaquant de Crystal Palace pour le « supplier » de répondre à la convocation du sélectionneur ? Pourquoi continuer de « faire appel à un trentenaire finissant qui ne cache plus son envie de toujours boudier la sélection » ?

Des interrogations qui continuent d'alimenter les débats. Peut-être faut-il mettre en place une charte de bonne conduite pour garantir enfin la sérénité dans le nid des Eperviers. La qualification pour la CAN 2017 est aussi à ce prix.

✎ Innocent AZILAN (Stagiaire)

## SPORT : S.O.S TENNIS TOGOLAIS EN HIBERNATION

**L**e tennis n'est sans doute pas le sport-roi au Togo. Devant un passé qu'estampillent de grands tennis mens togolais, cette discipline semble désormais délaissée dans un pays où les rêves sont de plus en plus attachés au football.

Aujourd'hui, sur l'aire de jeu, quelques jeunes de 12 à 14 ans venus de quatre pays africains (Togo, Bénin, Côte d'Ivoire Nigéria), raquettes en mains s'envoient des balles.

tances nationales et internationales », a indiqué Romain Tagba, président de la fédération, en début d'année.

### Ras-le-bol

Une compétition internationale de l'Afrique Centrale et de l'Ouest des jeunes de 14 ans et 12 ans et moins se déroule en ce moment à Lomé... mais à l'insu de beaucoup de Togolais. Les activités au sein de la Fédération Togolaise de Tennis (FTT), tournent au ralenti, mais ne sont pas totalement stoppées. Le tennis togolais semble à l'agonie. Pourtant, la FTT participe à en croire le conseiller de la fédération, M. Atakuam KUADJOVIH, à des compétitions internationales. « La FTT a joué pleinement sa partition dans l'agenda sportif des ins-

Si les activités se déroulent toujours et que la FTT déclare compter actuellement pas moins de 17 clubs affiliés à la fédération, il est à retenir que cette discipline n'a pas une grande réputation au Togo et les activités ne sont pas sur de bons rails. Première chose à relever, le manque de communication. D'ailleurs, le site officiel du tennis togolais est peu référencé sur les moteurs de recherche, les publicités et communiqués n'existent pratiquement plus. Mais à en croire monsieur Albert Lamboni, Administrateur à la FTT, « la Fédération



Antoine Gbadde: tennisman togolais

Togolaise de Tennis souffre du même mal que les autres sports au Togo, si mal il y a : l'insuffisance des subventions. » Selon lui, le tennis est le bouc émissaire devant les récents problèmes qui ont miné le Football au Togo. Pour autant, si le problème de

la FTT reste le manque de communication, la situation n'est pas si grave.

### (Re) naissance

La FTT se veut garant de cette discipline et croit incarner sa renaissance.

Le président Romain Tagba ne dira pas le contraire. Il s'est déjà félicité d'ailleurs, sur le bilan de l'année 2015. La FTT a un espoir : un jeune togolais de 15 ans du nom d'Antoine GBADDOE, qui ne cesse selon M. Albert Lamboni, de faire des progrès, de participer à de grandes compétitions et d'enchaîner des victoires. 514<sup>e</sup> du classement mondial de l'année dernière, ce jeune occupait un an avant ce classement le 1400<sup>e</sup> rang. L'année dernière également, le Togo a été classé meilleure équipe lors des tournois africains des catégories des 14 ans et 12 ans après la victoire de Charles ALIPOE et de Justin FOLLGAH du côté des garçons, et de Serena GELI et Vania DOTSE du côté des filles. Au total, 14 jeunes joueurs, ne serait-ce qu'au centre d'entraînement de Lomé, promettent relever le tennis au Togo. Les Raphael Nadal, Serena Williams Togolais ne sont peut-être plus loin...

## CULTURE :

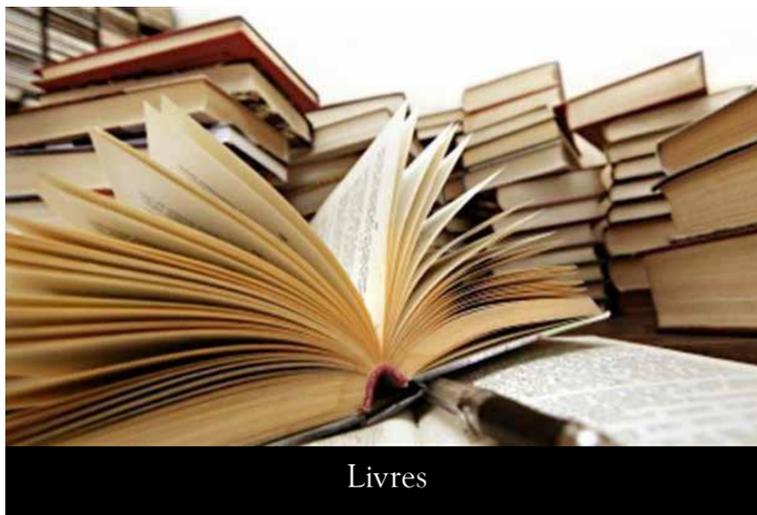
## LITTÉRATURE TOGOLAISE : EXTINCTION DES FEUX OU RENAISSANCE À HUIS CLOS ?

**H**abitué, il y a quelques années, aux podiums des grands prix littéraires régionaux, la production littéraire togolaise vit désormais une quasi-hibernation. Crise durable ou parenthèse circonstancielle dans le monde littéraire togolais ?

L'âge d'or des Kossi Efoui, Kangni Alem, ou encore Sami Tchak n'est peut-être aujourd'hui qu'un souvenir romantique pour l'univers littéraire togolais. Le temps où de jeunes auteurs impressionnaient par la qualité de leurs œuvres n'est pourtant pas si lointain. Les années 90 ont été très prolifiques en la matière et le théâtre pouvait être considéré comme la voie royale par laquelle une génération avait imposé sa griffe aussi bien au Togo qu'à l'international. C'était l'époque des prix du Concours Théâtral Interafricain de Radio France Internationale (RFI) qui s'enchaînaient (Efoui en 89 et Alem en 92). Avant, il y avait les Felix Couchoro, David Ananou, Victor Aladji, Senouvo Agbota Zinsou. Le regard rétrospectif peut paraître sévère, surtout que dans l'intervalle, d'autres auteurs comme Edem Awumey, Théo Ananissou ont été publiés et ont connu des fortunes diverses. Seulement, une démarcation de taille s'est opérée : le rayonnement et l'attractivité, principaux attributs d'une littérature en pleine expansion se sont évaporés aujourd'hui. « La production littéraire togolaise est assez florissante mais il n'y a pas assez d'événements autour du livre », constate Mawuse Heka, Di-

recteur Général des éditions Awoudy qui déplore le peu de médiatisation autour des écrivains togolais et de leurs œuvres. L'auteur togolais serait en quelque sorte démonétisé chez lui par des médias et des critiques aux abonnés absents. « C'est une littérature dynamique qui présente ses caractéristiques, identiques à l'évolution de toute littérature dans un pays très jeune », renchérit le Pr Martin Gbenouga, Directeur du Village du Bénin pour qui les productions actuelles témoignent de l'intérêt pour l'écriture au Togo.

Cet enthousiasme reste néanmoins circonscrit à quelques cercles d'initiés regroupés au sein de groupes de réflexion ou d'associations de gens de lettres comme le Cénacle. En dehors, une impression de tarissement et d'assèchement d'une production de qualité se généralise pourtant. Manque de visibilité en interne, carences multiformes des maisons d'éditions, dysfonctionnements dans les circuits de financement comme le Fond d'Aide à la Culture (FAC), les goulots d'étranglement s'égrènent à l'infini comme pour justifier une situation dont les auteurs devraient assumer également une part de res-



Livres

ponsabilité. « En fait d'écriture, on assiste quelques fois à des reproductions indignes d'auteurs crédibles », s'indigne Gilles d'Almeida, violent critique de ce qu'il appelle des « romans de gare » qui se publient chaque trimestre. Ce jeune enseignant de lettres a tendance à considérer que la génération actuelle d'écrivains devrait s'inspirer des aînés comme Yves-Emmanuel Dogbe, Tete Michel Kpomassie, ou encore Adotévi John-Bosco. « Qui se rappelle encore de ces pionniers aujourd'hui ? », s'interroge-t-il dans un accès de nostalgie.

En dépit de la violence de la charge, un consensus substantiel se dégage concernant l'état actuel de la littérature au Togo : les choses ne vont pas si bien qu'on veut le laisser croire.

Si le parcours des écrivains, leurs motivations et leur volontarisme ne sont pas en cause, c'est essentiellement leur présence à la production littéraire, la qualité de l'écriture qui sont questionnées. A ce niveau un autre accusé est appelé à la barre : les maisons d'édition. « C'est à l'éditeur d'amener les œuvres vers ce que nous appelons au niveau de la critique littéraire, les instances de légitimation, les académies, les universitaires, les grandes plumes », confirme le Pr Gbenouga. De fait, nombres d'écrivains se plaignent du peu ou du manque d'intérêt de la communauté universitaire envers la production locale. Si on ajoute le fait que les programmes scolaires nationaux sont ici sevrés de références aux œuvres littéraires du Togo, les coupables sont tout désignés

pour expliquer les clichés qui minent ce débat. Mais le principal facteur souvent évoqué reste un engouement limité pour la lecture au sein d'une génération pour laquelle les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont devenues un exutoire absolu. Aux longues heures passées à écumer les rayons des bibliothèques et les centres culturels ont succédé d'interminables séances de connexion à Whatsapp et à d'autres réseaux sociaux, généralement pour des recherches qui n'ont strictement rien à voir avec la culture ou la littérature.

Me Joseph Kokou Koffigoh, lui reste confiant : « Je considère la littérature togolaise comme une littérature émergente. On assiste à une croissance de production dans tous les genres, poésie, romans, théâtre et conte ». Pour l'ancien Premier Ministre, aujourd'hui passé à la poésie, le tableau n'est pas si noir. Des solutions existent et ne demandent qu'à être mises en œuvre : « Il faut que nos éditeurs nationaux proposent nos meilleurs auteurs à des concours littéraires », avance-t-il en guise de piste, avant d'en appeler, lui également à une valorisation de plus en plus accrue de la littérature togolaise dans les programmes d'enseignement. En attendant certainement l'éclosion d'une nouvelle génération de plumes inspirées.

## INTERVIEW DE COLONEL GUY KOSSI AKPOVY, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION TOGOLAISE DE FOOTBALL (FTF) :

(Suite de la page 7)

tirer le maximum de nos ambassadeurs à l'occasion de ce match. Nous croyons encore à la qualification et nous ne lésinerons pas sur les moyens en vue d'y parvenir.

**F.I.:** Le manque d'organisation, d'autorité, de cohésion, les dysfonctionnements ont caractérisé pendant longtemps le fonctionnement autour des Eperviers, avec un impact négatif sur leurs résultats. Quelles dispositions avez-vous prises pour mettre fin à cette situation et peut-on estimer qu'elle est derrière nous ?

**Col G.K.A.:** La discipline, c'est un tout qui doit commencer par les dirigeants eux-mêmes pour rejaillir sur l'ensemble des autres maillons de la chaîne. Nous connaissons la situation, c'est pourquoi nous avons travaillé pour assurer le maximum d'organisation pour les deux matches contre la Tunisie. Nous allons continuer par améliorer les préparatifs des matches

et dans le même temps, renforcer les mesures pour garantir la discipline du groupe. Un maximum de sécurité et de conditions de concentration seront maintenues pour les regroupements des Eperviers. La gestion des supporters également entre dans le package pour assurer la discipline et la concentration des joueurs.

Un règlement intérieur est en cours de rédaction avec la participation des cadres de la sélection ainsi que d'anciens internationaux. Nous essayons d'associer les anciens internationaux à la gestion du groupe et pour ce qui concerne l'organisation des matches. Pour la rencontre du 25 mars à Monastir, nous avons envoyé Ouadja Lantame comme éclaireur et il a fait un travail que nous avons apprécié.

**F.I.:** Malgré qu'il soit l'un des meilleurs footballeurs togolais de tous les temps et star de l'équipe nationale, il semble qu'il y ait de plus en plus

un problème Adébayor, posant la question de la cohésion au sein du groupe. Comment gérez-vous cela ?

**Col G.K.A.:** Emmanuel Adébayor est un précieux atout pour la sélection nationale et le football togolais. Il se trouve qu'il y a des problèmes au sein du groupe. Aujourd'hui ces divergences sont derrière nous. Je m'en félicite et je remercie les joueurs ainsi que tous ceux qui ont contribué au retour à la concorde dans le nid des Eperviers. Il n'y a pas qu'entre les joueurs que nous avons des conflits. Entre certains dirigeants aussi, ce n'est pas le grand amour. Nous travaillons à créer les conditions d'une synergie autour du football, c'est une des conditions pour restaurer l'autorité de l'instance exécutive de la FTF.

La gestion des stars est toujours un problème ici comme ailleurs. Il appartient aussi au sélectionneur natio-

nal de bien jouer sa partition. Mais comme nous ne cessons de le répéter, nul n'est indispensable et nous accordons le même intérêt à chacun des joueurs de la sélection nationale.

**Parlant d'avenir, le public sportif togolais peut-il rêver à d'une organisation de la Coupe d'Afrique des Nations par le Togo les prochaines années?**

**Col G.K.A.:** La décision d'abriter une Coupe d'Afrique des Nations ne relève pas de la seule volonté de la FTF. Organiser une CAN est d'abord une décision politique, parce que cela a beaucoup d'implications aussi bien financières que sécuritaires sans compter les exigences en disponibilité d'infrastructures.

Je vous rappelle cependant que nous avons déjà organisé au Togo une CAN U17. En plus, il y a la possibilité d'une co-organisation. Rien n'est à exclure

a priori. Mais il y a des préalables à remplir dont au minimum, la constitution d'une équipe compétitive. On n'organise pas une CAN juste pour le plaisir. Il faut s'assurer qu'au plan compétitif, on ne va pas décevoir son public.

**F.I.:** Un dernier mot à l'endroit du public sportif...

**Col G.K.A.:** Je voudrais convier les amoureux du football togolais, à croire en la renaissance de notre sport roi. Mais cette renaissance ne peut être assurée que dans la cohésion et la crainte de Dieu. Nous devrions tous nous oublier un peu, au profit de l'intérêt général. Chacun a sa place, a son mot à dire dans le nouvel élan que nous comptons donner au football togolais.

Que Dieu bénisse les intentions de chacun et de tous.

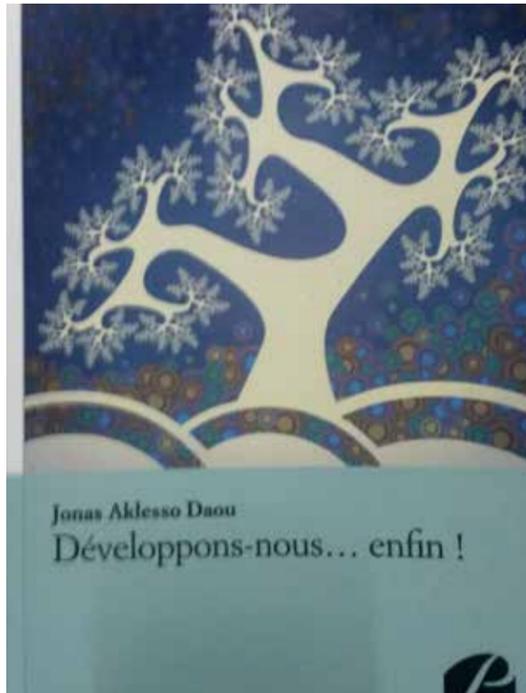
## DEVELOPPONS-NOUS ... ENFIN !, LE PREMIER ESSAI DE JONAS AKLESSO DAOU EN LIBRAIRIE

La Rédaction

**I**l est plutôt connu dans le monde économique pour sa brillante carrière professionnelle, essentiellement dans le secteur de l'énergie et de l'organisation d'entreprises, qui lui a valu le surnom de « serial entrepreneur Jr. » Jonas Aklesso DAOU vient véritablement d'atterrir, après la publication de romans et de nouvelles, dans le cercle littéraire togolais avec son premier essai intitulé *Développons nous... enfin !*

Le quadragénaire, qui se décrit comme un afro-optimiste, y imagine une Afrique développée, en paix avec elle-même et pionnière de la croissance et de l'innovation dans le monde. Dans une analyse des faits sociaux et des enjeux économiques en cours sur le continent, monsieur DAOU dresse un tableau des apports nécessaires pour structurer un profil de développement cohérent et durable pour l'Afrique subsaharienne et qui pourrait être bénéfique pour

le monde entier. Entre besoins de révolution culturelle et évolution sociale, l'intelligence sociétale requise et à mettre en œuvre devrait donc permettre à l'Afrique noire selon l'auteur, de ne pas être en marge de la prochaine révolution du monde qui s'articulera autour de la transition énergétique et le cadre de vie en remettant l'humain au centre du développement. Avec des exemples pris sur tous les continents et l'histoire du développement écono-



mique des nations, empruntant également aux résultats de sa propre expérience d'acteur économique, en dialogue régulier avec les décideurs politiques, le fondateur du cabinet Kapi Consult tente de démontrer l'incohérence des approches actuelles depuis la fin des décolonisations qui ne permettent pas aux pays africains à s'émanciper. Pour lui la solution passe pour ces der-

niers par la refonte du système de l'éducation ainsi que par l'invention de leur propre modèle social, démocratique et de développement. Cela devra-t-il passer par une révolution ou plutôt une évolution ? Jonas DAOU apporte quelques pistes de réflexion à cette problématique.

Développons-nous enfin... se lit facilement et reste loin des clichés ou encore de la compilation de grandes théories socio-économiques, souvent indéchiffrables pour les profanes. En attendant la cérémonie de dédicaces prévue dans les prochains jours, l'essai est déjà disponible dans les librairies et sur internet.

## INTERVIEW / ORCHESTRE INTERNATIONAL LES AMBASSADEURS

Wilfried ADEGNIKA

### « LA RUMBA N'EST PAS IMPORTÉE AU TOGO »

**A**nciens membres du groupe Force de frappe, Gaucher S. Ferrari et Raymondo Ezalakapointé l'Embrayage forment aujourd'hui l'ossature de l'orchestre international les Ambassadeurs. Paroles de magiciens de la Rumba.

**Focus infos :** On vous a connu sous la bannière du groupe Force de Frappe. Pourquoi aujourd'hui les Ambassadeurs ?

Les Ambassadeurs : On a commencé avec le groupe Force de Frappe avec Prince Kassis et d'autres mais suite à des malentendus et des différends internes le groupe s'est disloqué. Donc finalement on s'est retrouvé à deux et on a décidé de recommencer l'aventure avec une nouvelle formule.

**FI :** Quelle est aujourd'hui la composition de l'orchestre International les Ambassadeurs ?

**LA :** Le groupe est formé de deux chanteurs Gaucher S. Ferrari, de Raymondo l'Embrayage et de cinq musiciens Zefir Solo le Congolais, Josué le batteur, Jonas le basiste, Richard le pianiste, d'Anas le tubiste

ainsi que des danseurs.

**FI :** Votre répertoire est-il exclusivement consacré à la Rumba ?

**LA :** Il est vrai que la Rumba est le rythme essentiel de notre musique, mais nous faisons également du soukous, de la sagacité, du kamou, de l'agbadja ...

**FI :** Pourquoi le choix de la rumba ?

**LA :** Nos mères depuis longtemps fredonnaient le rythme agbadja dans lequel on retrouve le rythme rumba. Ce n'est qu'une question de timbre. La rumba n'est donc pas importée au Togo. Nous nous sommes retrouvés en phase avec ce rythme et nous ambitionnons de le valoriser.

**FI :** Le paysage musical togolais connaît aujourd'hui l'influence des

musiques nigérianes, ghanéennes et ivoiriennes...

**LA :** Nous avons mis sur pied ensemble avec d'autres artistes faisant de la rumba le collectif « R228 » pour dire « Rumba du 228 » et nous tenons des réunions en vue de mettre en place des stratégies afin de mieux faire consommer notre musique au public togolais et ainsi faire valoir notre musique. Mais nous comptons surtout sur les médias pour ce travail.

**FI :** Quelles sont les grandes scènes sur lesquelles vous avez prestés ?

**LA :** Nous avons fait plusieurs scènes, notamment le concert live au Palais des Congrès de Lomé lors des 30 ans de carrière de la grande sœur et mère Nimon Toki Lala en 2011, le festival Adossa à Sokodé en 2012, le festival Dunono à Kouvé en 2013, et plein d'autres scènes sur le plan national.

**FI :** Quelle vision pour votre carrière sur le moyen terme ?



Gaucher S. Ferrari et Raymondo Ezalakapointé l'embrayage (de gauche à droite)

**LA :** Le premier rêve de tout musicien est d'atteindre le sommet et pour nous c'est pareil. Ce sommet c'est la reconnaissance de notre talent par des titres et récompenses honorifiques, par exemple les Kora.

**FI :** Quelle est l'actualité du groupe ?

**LA :** Nous sommes en promotion de notre single intitulé « Amour choco » enregistré en mars 2015 au studio d'Edemos. « Amour choco » parle de

la valeur de la femme africaine. Nous avons réalisé le clip qui sera bientôt sur les chaînes de télévision.

**FI :** Comment trouvez-vous l'inspiration pour composer vos chansons ?

**LA :** certaines fois ce sont les paroles qui viennent d'abord. D'autres fois c'est la mélodie. Parfois c'est en écoutant la musique d'autres artistes que l'on trouve l'inspiration.

## DEMOLITION A LA REQUÊTE D'UN MORT, PLUS D'UN MILLIARD DE FCFA DE PREJUDICES, MANDAT DE DEPÔT POUR L'HUISSIER :

(Suite de la page 11)

toute démolition par le sieur AGBOGAN Amégléto ainsi que toute personne de son chef. L'huissier, comme l'exige les règles qui gouvernent sa profession (lire l'encadré) et au vu des préjudices visiblement importants que la démolition allait entraîner, aurait donc dû procéder à toutes les vérifications des pièces

qui allaient fonder son acte. De fait, c'est sur la base d'une lecture totalement erronée des décisions de justice et de façon purement illégale que Me AMEGBOH a procédé à la démolition. La victime, monsieur DADA a donc porté plainte auprès du Procureur de la République contre l'huissier et «

toute autre personne, complice ou coauteur » pour « destruction volontaire de bâtiment ». Au regard de la loi, notamment l'article 693 du Nouveau Code Pénal, « la destruction est le fait d'anéantir, de démolir ou d'abattre volontairement, sans droit un bien appartenant à autrui ou à l'Etat. » Si l'huissier est reconnu

coupable, il risque une peine de dix (10) à vingt (20) ans de réclusion. Selon le plaignant, l'évaluation provisoire des dégâts et du préjudice subis est établie à environ un milliard de francs (1.000.000.000 francs) CFA. A l'issue de leur audition il y a deux semaines à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ),

Me AMEGBOH et son donneur d'ordre réel, le sieur Edem AMEDOME qui aurait tenté vainement de se soustraire à la justice, ont été placés sous mandat de dépôt.

Le dossier est désormais entre les mains du Doyen des juges d'instruction.

# DISTRIBUTION CONJOINTE TOGO TELECOM - TOGOCEL

Désormais, pour tous vos besoins en :

- **Renouvellement de forfaits Internet ADSL**
- **Rechargement de crédit téléphonique**
- **Transfert de crédit**

Rendez-vous auprès des Points de Vente TOGO TELECOM et des distributeurs de produits et services TOGOCEL sur toute l'étendue du territoire national.

**Groupe TOGO TELECOM**

---

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.